

Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2024

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Danielle Hubert, suis responsable de la préparation du Rapport financier consolidé de Municipalité des Îles-de-la-Madeleine pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024 et atteste de sa véracité.

[Originale signée]

Signature _____ Date 2 octobre 2025

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	4
État consolidé de la situation financière	5
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État consolidé des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	8
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	25
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	26
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	27
Situation financière par organismes	28
Charges par objets	29
Fonds local d'investissement	30
Fonds local de solidarité	31
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	32
Excédent (déficit) accumulé	33
Avantages sociaux futurs	37

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	44
Analyse des charges consolidées	56

Renseignements financiers non consolidés ventilés par compétences

Compétences d'agglomération	
Renseignements financiers non consolidés audités	
Résultats détaillés	62
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	63
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	64
Charges par objets	65
Excédent (déficit) accumulé	66
Renseignements financiers non consolidés non audités	
Analyse des revenus	70
Analyse des charges sans amortissement	82
Compétences de nature locale	
Renseignements financiers non consolidés audités	
Résultats détaillés	86
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	87
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	88
Charges par objets	89
Excédent (déficit) accumulé	90
Renseignements financiers non consolidés non audités	
Analyse des revenus	94
Analyse des charges sans amortissement	106

RAPPORT

Aux membres du conseil municipal de
Municipalité des Îles-de-la-Madeleine

Opinion avec réserve

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés (ci-après «les états financiers») de la Municipalité des Îles-de-la-Madeleine, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2024 et l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables, et les autres renseignements complémentaires.

À notre avis, à l'exception des incidences du problème décrit dans la section « Fondement de l'opinion avec réserve » du présent rapport, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la municipalité au 31 décembre 2024 ainsi que des résultats de ses activités, de ses gains et pertes de réévaluation, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion avec réserve

Aux 31 décembre 2024 et 2023, la municipalité n'a pas évalué ni comptabilisé de passif au titre des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations, n'a pas fourni les informations requises sur les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations et n'a pas déterminé les ajustements à apporter aux autres postes des états financiers, ce qui constitue une dérogation aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Les incidences de cette dérogation sur les états financiers pour les exercices terminés les 31 décembre 2024 et 2023 n'ont pu être quantifiées. Cette situation nous conduit donc à exprimer une opinion avec réserve sur les états financiers pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024, comme nous l'avons fait pour les états financiers pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023.

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la municipalité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion avec réserve.

Observations – informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la municipalité inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation et présentées aux pages S13, S14, S15 et S23, portent sur l'établissement de l'excédent (du déficit) de l'exercice et sur la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

RAPPORT

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la municipalité à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la municipalité ou de cesser son activité, ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la municipalité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre:

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la municipalité;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

RAPPORT

- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la municipalité à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la municipalité à cesser ses activités;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- nous planifions et réalisons l'audit du groupe afin d'obtenir des éléments probants suffisants et appropriés concernant les informations financières des entités ou des unités du groupe pour servir de fondement à la formation d'une opinion sur les états financiers du groupe. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la revue des travaux d'audit effectués pour les besoins de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

[Original signé par]

Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.R.L.
CPA auditrice, permis de comptabilité publique no A128114
Cap-aux-Meules, le 15 septembre 2025

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget	Réalisations	
		2024	2024	2023
Revenus				
Taxes	1	24 887 682	25 384 339	23 313 491
Compensations tenant lieu de taxes	2	1 825 621	1 852 263	1 969 040
Quotes-parts	3			
Transferts	4	9 734 193	21 232 554	15 181 032
Services rendus	5	2 154 846	3 219 507	2 772 939
Imposition de droits	6	603 500	821 658	966 406
Amendes et pénalités	7	139 000	175 149	149 230
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	327 500	989 913	580 165
Autres revenus	10	450 000	632 969	770 151
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11		552 495	181 587
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	40 122 342	54 860 847	45 884 041
Charges				
Administration générale	14	6 228 712	6 892 859	6 160 991
Sécurité publique	15	3 035 658	5 656 830	3 890 811
Transport	16	4 491 222	6 270 609	5 916 166
Hygiène du milieu	17	9 553 140	11 244 938	11 742 071
Santé et bien-être	18	773 400	841 415	2 760 322
Aménagement, urbanisme et développement	19	5 818 114	5 403 408	4 967 287
Loisirs et culture	20	5 621 426	6 599 600	5 649 170
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	1 651 666	1 794 499	1 382 650
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	37 173 338	44 704 158	42 469 468
Excédent (déficit) lié aux activités	25	2 949 004	10 156 689	3 414 573
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		100 588 855	97 174 282
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	27		33 960	
Solde redressé	28		100 622 815	97 174 282
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, à la fin de l'exercice	29		110 779 504	100 588 855

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	29 304 590	18 626 593
Débiteurs (note 5)	2	38 136 123	36 601 081
Prêts (note 6)	3	763 159	641 937
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5	(1 889 293)	(1 839 989)
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6		
Autres actifs financiers (note 8)	7		
	8	66 314 579	54 029 622
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10	15 000	65 688
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	5 656 293	5 733 255
Revenus reportés (note 11)	12	28 807 111	25 727 390
Dette à long terme (note 12)	13	53 086 582	51 543 843
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14		
Autres passifs (note 14)	15		
	16	87 564 986	83 070 176
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(21 250 407)	(29 040 554)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	130 746 720	128 556 869
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19		
Stocks de fournitures	20	917 696	768 295
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	365 495	304 245
	23	132 029 911	129 629 409
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	110 779 504	100 588 855
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	110 779 504	100 588 855
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26		
	27	110 779 504	100 588 855
Obligations contractuelles (note 19)			
Droits contractuels (note 20)			
Passifs éventuels (note 21)			
Actifs éventuels (note 22)			

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget	Réalizations	
		2024	2024	2023
Excédent (déficit) lié aux activités	1	2 949 004	10 156 689	3 414 573
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	)(	8 734 630)(	8 091 371)
Produit de cession	3		2 000	372 403
Amortissement	4		6 563 080	6 218 043
(Gain) perte sur cession	5		(2 000)	(287 347)
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8		(2 171 550)	(1 788 272)
Variation des propriétés destinées à la revente	9			
Variation des stocks de fournitures	10		(149 032)	(137 477)
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		(60 973)	(11 130)
	13		(210 005)	(148 607)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15		15 013	
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	2 949 004	7 790 147	1 477 694
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(29 040 554)	(30 518 248)
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(29 040 554)	(30 518 248)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(21 250 407)	(29 040 554)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

L'état consolidé des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté, car l'organisme ne détient aucun instrument financier évalué à la juste valeur ou découlant d'une opération en devises pour lequel aucun choix n'a été effectué en vertu du paragraphe .19A du chapitre SP 2601 - *Conversion des devises*.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	10 156 689	3 414 573
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	6 563 080	6 218 043
Autres			
▪ Gain ou perte sur disposition	3.1	(1 473)	(287 515)
	4	16 718 296	9 345 101
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	5	(1 466 972)	2 690 465
Autres actifs financiers	6		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	7	(95 986)	(1 201 217)
Revenus reportés	8	3 054 469	14 341 102
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	9		
Propriétés destinées à la revente	10		
Stocks de fournitures	11	(149 029)	(137 477)
Autres actifs non financiers	12	(60 973)	(11 130)
	13	17 999 805	25 026 844
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	14 (	8 734 630) (	8 091 371)
Produit de cession des immobilisations corporelles	15	2 000	372 403
Acquisition d'actifs incorporels achetés	16 (	)	(
Produit de cession des actifs incorporels achetés	17		
	18	(8 732 630)	(7 718 968)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	19 (	808 086) (	321 526)
Remboursement ou cession	20	736 169	596 872
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	21 (	)	(
Cession	22		
	23	(71 917)	275 346
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	24	5 619 000	8 329 356
Remboursement de la dette à long terme	25 (	4 076 261) (	8 303 086)
Variation nette des emprunts temporaires	26	(60 000)	(964 656)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27		
Autres			
▪	28.1		
	29	1 482 739	(938 386)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	10 677 997	16 644 836
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	18 626 593	1 981 757
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	32		
Solde redressé	33	18 626 593	1 981 757
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	29 304 590	18 626 593

Éléments sans effet sur la trésorerie (note 23)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

1. Statut de l'organisme municipal

La municipalité, régie en vertu de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, C.C-19), est constituée en vertu du décret numéro 1043-2001 du 12 septembre 2001, modifié par le décret numéro 593-2002 du 22 mai 2002.

La municipalité centrale exerce des compétences de nature locale et des compétences d'agglomération. L'agglomération est sous l'autorité du conseil d'agglomération de la municipalité, instance politique et décisionnelle investie des pouvoirs décisionnels relatifs à l'exercice des compétences d'agglomération. Le conseil d'agglomération est un organe délibérant de la municipalité centrale, distinct du conseil municipal de la Municipalité Les Îles-de-la-Madeleine. Il est formé de représentants de chacune des municipalités liées (Municipalité Les Îles-de-la-Madeleine et Municipalité de Grosse-Île); le nombre de représentants de chacune des municipalités est établi de façon proportionnelle à l'importance relative de leur population respective.

2. Principales méthodes comptables

Base de présentation

La direction est responsable de la préparation des états financiers consolidés (ci-après « les états financiers ») de la municipalité, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après « les normes comptables »).

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH). Celles-ci comprennent l'excédent (le déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S13 et S14 et la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S15 et S23.

A) Périmètre comptable et partenariats

Les états financiers présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la municipalité. Ils incluent aussi la quote-part revenant à la municipalité des actifs, des passifs, des revenus et des charges consolidés proportionnellement ligne par ligne du partenariat auquel elle participe.

a) Périmètre comptable

S.O.

b) Partenariats

La municipalité prend part à un partenariat non commercial dans la Régie intermunicipale de transport Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine. Cet organisme, constitué en vertu d'un décret selon les articles 468.11 de la Loi sur les cités et villes et 580 du code municipal du Québec, opère et administre un service de transport collectif.

Conséquemment, les états financiers consolidés présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la municipalité et de la Régie intermunicipale de transport Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine en proportion de la participation de la municipalité dans le partenariat (18,75 %; 15,84 % au 31 décembre 2023).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

La municipalité prend part à un partenariat commercial dans la Régie intermunicipale de l'énergie Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine qui a pour principale activité la vente d'énergie à Hydro Québec Distribution. Cette participation est comptabilisée selon la méthode modifiée de la comptabilisation à la valeur de consolidation en proportion de la participation de la municipalité dans le partenariat (19,49 %; 16,27 % au 31 décembre 2023). Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024, les revenus, les charges et l'excédent (déficit) de l'exercice totalisent respectivement 740 649 \$, 905 888 \$ et (165 239) \$ ((1 022 242) \$, 1 361 674 \$ et (2 383 916) \$ respectivement pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023). Au 31 décembre 2024, les actifs financiers, les passifs, la dette nette et le déficit accumulé totalisent respectivement 13 430 457 \$, 25 233 805 \$, 11 803 348 \$ et 11 803 348 \$ (14 351 421 \$, 25 989 530 \$, 11 638 109 \$ et 11 638 109 \$ respectivement au 31 décembre 2023).

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

Pour dresser les états financiers conformément aux normes comptables, la direction de la municipalité doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la municipalité pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

C) Actifs financiers

Sauf indication contraire, les actifs financiers sont comptabilisés au coût.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la municipalité est de présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires ainsi que les placements dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ou rachetables en tout temps sans pénalité.

Prêts

Lors de l'évaluation initiale, les prêts sont évalués au coût (lequel correspond généralement au montant de trésorerie transféré), à l'exception des prêts assortis de conditions avantageuses importantes. Lorsque les conditions du prêt sont avantageuses à un point tel que, en substance, une partie ou la totalité de l'opération s'apparente davantage à une subvention qu'à un prêt, l'élément subvention de l'opération est constaté à titre de charges à l'état consolidé des résultats au moment de l'attribution du prêt.

Des provisions pour moins-value sont constituées pour désigner les prêts au plus faible du coût et de la valeur nette de recouvrement et traduisent, en conséquence, le degré de recouvrabilité et le risque de perte. L'évaluation peut être effectuée prêt par prêt ou pour une catégorie donnée de prêts. Les provisions pour moins-value sont déterminées à l'aide des meilleures estimations possible, compte tenu des faits passés, des conditions actuelles et de toutes les circonstances connues à la date de préparation des états financiers. Lorsqu'un prêt a été provisionné pour moins-value, en totalité ou en partie, et que le recouvrement du prêt est considéré par la suite comme probable, la provision pour moins-value constituée à l'égard du prêt peut être réduite.

D) Passifs

S.O.

E) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont des actifs non financiers qui sont acquis, construits, développés ou améliorés, dont la durée de vie utile s'étend au-delà de l'exercice, et qui sont destinés à être utilisés de façon durable pour la production de biens ou la prestation de services.

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût, incluant les coûts de transaction et les coûts de mise hors service d'immobilisations, le cas échéant. Le coût des immobilisations corporelles louées en vertu de contrats de location-acquisition est égal à la valeur actualisée des paiements exigibles.

Les immobilisations corporelles acquises par donation ou pour une valeur symbolique sont comptabilisées à la juste valeur au moment de l'acquisition.

Amortissement

Les immobilisations corporelles sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux annuels suivants :

Infrastructures : de 2,5 % à 6,67 %

Bâtiments : 2,5 %

Améliorations locatives 6,67 %

Véhicules : de 5 % à 10 %

Ameublement et équipement de bureau : de 10 % à 20 %

Machinerie, outillage et équipement : de 5 % à 10 %

Les immobilisations corporelles en cours sont amorties dès leur mise en service. L'amortissement des immobilisations corporelles est inclus dans les charges à l'état consolidé des résultats, mais retiré aux fins du calcul de l'excédent (du déficit) de fonctionnement à des fins fiscales.

Réduction de valeur

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de la municipalité de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation corporelle est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations corporelles est passée en charges à l'état consolidé des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

Stocks de fournitures

Les stocks de fournitures sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti.

F) Revenus

Constatation des revenus

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées dès l'entrée en service des modifications apportées à des immeubles ou de la construction de nouveaux immeubles, sans égard à la date à laquelle les certificats de modification ont été émis, pourvu qu'il soit possible de faire une estimation raisonnable de la valeur des modifications ou ajouts en cause.

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, pour autant qu'ils aient été autorisés, que les critères d'admissibilité soient satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants soit possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste Revenus reportés.

Les revenus des services rendus et les autres revenus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lorsque la créance devient exécutoire.

Les intérêts sur les placements et les autres revenus d'intérêts sont constatés en fonction du temps écoulé.

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

Le régime de retraite à prestations déterminées interemployeurs, auquel participe la municipalité sans en être le promoteur, est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

La charge de fonctionnement correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et charges à payer pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà fournis.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent un emprunt auprès du ministre délégué aux Petites et Moyennes Entreprises, à l'Allègement réglementaire et au Développement économique régional ainsi qu'un emprunt auprès de Fonds locaux de solidarité FTQ (FLS-FTQ). Elles sont amorties au fur et à mesure du remboursement en capital de ces dettes.

I) Instruments financiers

Évaluation initiale

La municipalité comptabilise un actif financier ou un passif financier dans l'état consolidé de la situation financière lorsqu'elle devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument financier, et seulement dans ce cas. Sauf indication contraire, les actifs et passifs financiers sont initialement évalués au coût.

Évaluation ultérieure

À chaque date de clôture, les actifs et les passifs financiers de la municipalité sont évalués au coût après amortissement (incluant toute dépréciation dans le cas des actifs financiers).

La municipalité détermine s'il existe une indication objective de dépréciation des actifs financiers. Toute dépréciation des actifs financiers est comptabilisée à l'état consolidé des résultats.

J) Autres éléments

Fonds réservés

La municipalité a contracté un emprunt auprès du ministre délégué aux Petites et Moyennes Entreprises, à l'Allègement réglementaire et au Développement économique régional ainsi qu'un emprunt auprès de FLS-FTQ, constitués de prêts octroyés par FLS-FTQ dans le cadre du Fonds local d'investissement (FLI) et du Fonds local de solidarité (FLS). La municipalité a affecté les fonds reçus dans des fonds réservés, puisque l'existence du FLI et du FLS est prévue légalement. La municipalité utilise ces fonds en les investissant sous forme de prêts à des entrepreneurs, en affectant ces fonds réservés.

3. Modification de méthodes comptables

Revenus

Au cours de l'exercice, la municipalité a adopté les normes du chapitre SP 3400, « Revenus », du *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*. Ce chapitre établit des exigences différenciées en matière de comptabilisation en ce qui a trait aux revenus issus des opérations qui comportent des obligations de prestation (appelées « opérations avec contrepartie ») et à ceux issus des opérations sans obligation de prestation (appelées « obligations sans contrepartie ») ainsi qu'aux informations à fournir à leur sujet.

Le chapitre définit une obligation de prestation comme étant une promesse exécutoire de fournir des biens ou des services précis à un payeur en particulier. Le revenu tiré d'une opération avec contrepartie est constaté lorsque la municipalité remplit (ou à mesure qu'elle remplit) l'obligation de prestation en fournissant les biens ou les services promis au payeur.

Les revenus tirés d'une opération sans contrepartie sont constatés lorsque la municipalité a le pouvoir de revendiquer ou de prélever une entrée de ressources économiques et qu'elle relève une opération passée ou un événement passé qui est à l'origine d'un actif.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Pour les opérations avec contrepartie, la municipalité doit déterminer quels biens ou services (ou quels groupes de biens ou de services) sont distincts et doivent, par conséquent, être traités séparément. Lorsque la municipalité détermine qu'il y a plus d'une obligation de prestation pour une même opération, elle doit utiliser une méthode de répartition du prix de la transaction. Pour ce faire, elle utilise le prix de vente spécifique des biens ou des services attribué à chacune des obligations de prestation lorsque celui-ci est connu; dans le cas contraire, elle procède à une estimation à l'aide des informations dont elle dispose pour effectuer cette répartition.

Conformément aux dispositions transitoires, ces exigences, applicables aux exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2023, ont fait l'objet d'une application rétroactive. L'adoption de ces nouvelles recommandations n'a eu aucune incidence sur les états financiers de la municipalité.

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2024	2023
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1		
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2	29 304 590	18 626 593
Autres éléments			
▪	3.1		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	29 304 590	18 626 593
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5 () ()		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6	29 304 590	18 626 593
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7	9 711 531	6 030 774
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8	4 076 261	4 004 030

Note

Les sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie sont associées aux divers excédents de fonctionnement affectés, aux fonds réservés pour le fonds de roulement, aux soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés et aux fonds local d'investissement et de solidarité ainsi qu'au fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection.

Les placements à court terme portent intérêt à des taux variant de 2,40 % à 3,10 % (2,65 % à 3,50 % au 31 décembre 2023) et sont rachetables en tout temps.

Les intérêts payés au cours de l'exercice s'élèvent à 1 757 683 \$ (1 337 818 \$ en 2023). Les intérêts reçus au cours de l'exercice s'élèvent à 862 089 \$ (545 810 \$ en 2023).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

5. Débiteurs

		2024	2023
Taxes municipales	9	4 103 914	3 602 925
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10	9 617	9 617
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	32 059 612	30 855 656
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	90 246	84 544
Organismes municipaux	13	65 294	44 839
Autres			
▪ Mutation et autres	14.1	1 717 799	1 990 148
▪ TPS et TVQ régie	14.2	89 641	13 352
	15	38 136 123	36 601 081
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	21 249 964	19 691 147
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17		
Organismes municipaux	18		
Autres tiers	19		
	20	21 249 964	19 691 147
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	21		
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	22		
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	23	20 779 873	19 646 646
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	24	3 417 338	3 960 127
Ministère de la Culture et des Communications	25	59 233	
Autres ministères/organismes	26	7 803 168	7 248 883
	27	32 059 612	30 855 656

Note

Les montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme portent intérêts à des taux variant de 1,34 % à 4,11 % et viennent à échéance au plus tard en 2041.

6. Prêts

		2024	2023
Prêts à un office d'habitation	28		
Prêts à un fonds d'investissement	29		
Autres			
▪ FLI et PAUPME	30.1	623 036	506 716
▪ FLS	30.2	140 123	135 221
	31	763 159	641 937
Provision pour moins-value déduite des prêts	32		

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

7. Placements de portefeuille

		2024	2023
Évalués au coût ou au coût après amortissement			
Placements à titre d'investissement	33		
Autres placements	34		
Évalués à la juste valeur			
Placements à titre d'investissement	35		
Autres placements	36		
	37		
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	38		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	39		

Note**8. Autres actifs financiers**

		2024	2023
Propriétés destinées à la revente (note 16)	40		
Autres			
▪	41.1		
	42		

Note**9. Emprunts temporaires**

Le municipalité bénéficie d'une ouverture de crédit bancaire de 4 000 000 \$ portant intérêt au taux préférentiel (5,45 %; 7,20 % au 31 décembre 2023) et renouvelable annuellement. Cette ouverture de crédit est inutilisé au 31 décembre 2024.

L'organisme consolidé bénéficie d'ouvertures de crédit bancaire d'un montant de 10 085 000 \$, aux taux préférentiel plus 0,25% (5,70 %, 7,45 % au 31 décembre 2023) et renouvelables aux 5 ans. Ces ouvertures de crédit bancaire sont utilisées pour les opérations d'investissement de l'organisme.

10. Crédoeurs et charges à payer

		2024	2023
Fournisseurs	43	3 103 724	3 140 090
Salaires et avantages sociaux	44	1 782 975	1 799 273
Dépôts et retenues de garantie	45	294 680	303 359
Provision pour contestations d'évaluation	46		
Autres			
▪ Intérêts courus et autres	47.1	474 914	413 487
▪ Autres	47.2		77 046
	48	5 656 293	5 733 255

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

11. Revenus reportés

		2024	2023
Taxes perçues d'avance	49		
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	50		276 065
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	51	1 352 223	
Accès entreprise Québec	52	146 315	129 437
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	53	73 693	89 427
Autres			
▪ Gouv du Québec	54.1	25 978 328	24 116 688
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	55		
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	56		
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	57	349 478	273 190
Société québécoise d'assainissement des eaux	58		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	59		
Autres contributions des promoteurs	60		
Fonds de redevances réglementaires	61	772 166	835 917
Autres			
▪ Transferts et contributions	62.1	128 674	
▪ Billetterie et autres	62.2	6 234	6 666
	63	28 807 111	25 727 390

Note**12. Dette à long terme**

	Taux d'intérêt		Échéance			2024	2023
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,15	5,50	2025	2048	64	52 030 200	50 447 800
Obligations et billets en monnaies étrangères					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises		8,45	2026	2032	66	925 800	925 800
Organismes municipaux					67		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	6,50	6,50	2025	2027	68	130 582	170 243
Autres					69		
					70	53 086 582	51 543 843
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	()	()
					72	53 086 582	51 543 843

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2024
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location- acquisition	Autres	
2025	73		4 341 500	46 705		4 388 205
2026	74		4 437 700	46 705		4 484 405
2027	75		4 293 200	42 814	23 093	4 359 107
2028	76		4 154 300		23 093	4 177 393
2029	77		3 928 800		23 093	3 951 893
2030 et plus	78		30 874 700		856 522	31 731 222
	79		52 030 200	136 224	925 801	53 092 225
Intérêts et frais accessoires	80		(	5 643)	(	5 643)
	81		52 030 200	130 581	925 801	53 086 582

Note

13. Avantages sociaux futurs

	2024	2023
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82	
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83	
	84	
Charge de l'exercice		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85	
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86	
Régimes à cotisations déterminées	87	627 038
Autres régimes (REER et autres)	88	4 964
Régimes de retraite des élus municipaux	89	42 653
	90	674 655
		588 332
		4 431
		46 810
		639 573

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

14. Autres passifs

		2024	2023
Assainissement des sites contaminés	91		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	92		
Autres			
▪	93.1		
	94		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	95		
Passifs engagés	96		
Passifs réglés	97	()	()
Charge de désactualisation ¹	98		
Révisions des estimations de flux de trésorerie	99		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	100		

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note**Passif au titre de l'assainissement des sites contaminés**

La municipalité devra assumer les coûts liés à la réhabilitation des sites contaminés dont elle a la responsabilité ou dont il est probable qu'elle aura la responsabilité, pour lesquels aucun passif n'est constaté aux états financiers puisque, à la date des états financiers, il était impossible de procéder à une estimation raisonnable des sommes en cause.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	101	43 385 575	203 941		43 589 516
Eaux usées	102	32 776 282	5 832 006		38 608 288
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	103	43 138 333	1 444 493		44 582 826
Autres					
▪ Autres	104.1	34 853 351	545 286		35 398 637
Réseau d'électricité	105				
Bâtiments	106	44 036 865	689 817		44 726 682
Améliorations locatives	107	49 168	10 667		59 835
Véhicules	108	4 322 521	349 640	(2 050)	4 674 211
Ameublement et équipement de bureau	109	1 446 647	532	(1 082)	1 448 261
Machinerie, outillage et équipement divers	110	11 889 313	1 113 171	(3 492)	13 005 976
Terrains	111	1 451 905	12 664	(4 540)	1 469 109
Autres	112	49 533		(845)	50 378
	113	217 399 493	10 202 217	(12 009)	227 613 719
Immobilisations en cours	114	4 794 926	(1 467 587)	(14 192)	3 341 531
	115	222 194 419	8 734 630	(26 201)	230 955 250
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	116	20 801 693	1 228 604		22 030 297
Eaux usées	117	18 785 339	1 154 144		19 939 483
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	118	18 306 041	1 157 258		19 463 299
Autres					
▪ Autres	119.1	12 772 029	930 340		13 702 369
Réseau d'électricité	120				
Bâtiments	121	12 083 798	1 071 730		13 155 528
Améliorations locatives	122	4 823	2 890	(657)	8 370
Véhicules	123	2 668 870	266 160	(738)	2 935 768
Ameublement et équipement de bureau	124	1 165 856	58 897	(2 182)	1 226 935
Machinerie, outillage et équipement divers	125	7 004 597	691 055	(4 001)	7 699 653
Autres	126	44 504	2 002	(322)	46 828
	127	93 637 550	6 563 080	(7 900)	100 208 530
VALEUR COMPTABLE NETTE	128	128 556 869			130 746 720
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	129	411 303			411 303
Amortissement cumulé	130	(133 673)	(20 566)		(154 239)
Valeur comptable nette	131	277 630			257 064

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

16. Propriétés destinées à la revente

	2024	2023
Immeubles de la réserve foncière	132	
Immeubles industriels municipaux	133	
Autres	134	
	135	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	136	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	137	

Note**17. Actifs incorporels achetés**

	Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT				
▪	138.1			
	139			
AMORTISSEMENT CUMULÉ				
▪	140.1			
	141			
VALEUR COMPTABLE NETTE	142			

Note**18. Autres actifs non financiers**

	2024	2023
Frais payés d'avance		
▪ Assurances	143.1	121 086
▪ Contrats d'entretien	143.2	230 620
▪ Autres	143.3	13 789
Autres		
▪	144.1	
	145	365 495
		304 245

Note**19. Obligations contractuelles**

La municipalité s'est engagée, en vertu de contrats de collecte et transport des matières résiduelles et des matières recyclables, de services professionnels, de déneigement, d'entretien et de location d'équipement de bureau, échéant à différentes date jusqu'en 2028, à verser une somme de 3 597 533 \$. Les paiements minimums exigibles en vertu de ces contrats pour les prochains exercices s'élèvent à 3 001 761 \$ en 2025, à 585 836 \$ en 2026 et à 4 968 \$ en 2027 et 2028.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Office municipal d'habitation de la municipalité

L'Office municipal d'habitation des Îles-de-la-Madeleine, la municipalité et la Société d'habitation du Québec ont signé une convention qui prévoit le paiement d'une subvention comblant le déficit d'exploitation des ensembles administrés. La Société d'habitation du Québec contribue à 90 % du déficit d'exploitation et la municipalité subventionne le solde du déficit.

Ententes de transport

L'organisme consolidé s'est engagé en vertu d'un contrat pour le transport de passagers échéant en décembre 2026, à verser une somme, exclusion faite des clauses escalatoires d'ajustement de carburant et autres, de 3 165 607 \$. Les paiements minimums exigibles au cours des prochains exercices s'élèvent à 2 145 829 \$ en 2025 et à 1 019 778 \$ en 2026.

20. Droits contractuels

S/O

21. Passifs éventuels

Les passifs éventuels se composent de ce qui suit :

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2024	2023
Emprunts temporaires			
▪ Débiteurs de l'organisme consolidé	146.1	344 850	370 530
	147	344 850	370 530
Dettes à long terme			
▪	148.1		
	149		
	150	344 850	370 530

S.O.

B) Auto-assurance

S.O.

C) Poursuites

S.O.

D) Autres

S.O.

22. Actifs éventuels

S.O.

23. Éléments sans effet sur la trésorerie

S/O

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

24. Redressement aux exercices antérieurs

Au cours de l'exercice, la municipalité a comptabilisé un ajustement pour tenir compte de la modification de la participation dans le Régie intermunicipale de transport Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine. Cet ajustement a entraîné une augmentation de l'excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice de 33 960 \$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024 et une diminution de la dette nette au début de l'exercice de 15 013 \$ pour l'exercice 2024.

25. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec les données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et du budget adopté par le partenariat, après élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est également présentée dans les informations sectorielles consolidées.

26. Instruments financiers

Politique de gestion des risques

La municipalité est exposée à divers risques découlant de ses instruments financiers. La gestion des risques financiers est effectuée par la direction de la municipalité.

Au cours de l'exercice, il n'y a eu aucune modification de politiques, de procédures et de pratiques de gestion des risques concernant les instruments financiers. Les éléments suivants fournissent une mesure des risques à la date de fin d'exercice.

Risques financiers

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une contrepartie fasse défaut à ses obligations contractuelles. Le risque de crédit de la municipalité est principalement attribuable aux débiteurs, excluant les taxes à la consommation à recevoir. La municipalité juge que le risque de crédit afférent aux sommes à recevoir des gouvernements du Québec et du Canada n'est pas important. La municipalité a également jugé que le risque afférent aux prêts consentis dans le cadre du Fonds local d'investissement et du Fonds local de solidarité n'est pas important, puisque les dettes correspondantes feront l'objet d'une radiation d'un montant équivalent à celui des créances irrécouvrables, le cas échéant. Afin de réduire son risque de crédit, la municipalité analyse régulièrement le solde des débiteurs, excluant les sommes à recevoir des gouvernements du Québec et du Canada, et une provision pour créances douteuses est constituée, lorsque nécessaire, fondée sur leur valeur de réalisation estimative.

La valeur comptable des principaux actifs financiers de la municipalité représente son exposition maximale au risque de crédit.

Les actifs financiers en souffrance totalisent 2 968 620 \$ (2 023 820 \$ au 31 décembre 2023), ont tous une échéance inférieure à un an et sont présentés déduction faite d'une provision pour créances douteuses de 0 \$ (0 \$ au 31 décembre 2023).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que les instruments financiers varient de façon défavorable en fonction des fluctuations des taux d'intérêt, qu'ils soient à taux d'intérêt fixe ou à taux d'intérêt variable. Les instruments financiers à taux d'intérêt fixe assujettissent la municipalité au risque de variations de la juste valeur et ceux à taux d'intérêt variable, à un risque de flux de trésorerie.

Les instruments financiers à taux d'intérêt fixe sont les dettes à long terme, les prêts et les placements à court terme. Les instruments financiers à taux d'intérêt variable sont les emprunts bancaires.

La municipalité n'utilise pas de dérivés financiers pour réduire son exposition au risque de taux d'intérêt.

Une augmentation ou une diminution raisonnablement possible des taux d'intérêt de 1 % (1 % au 31 décembre 2023) n'aurait pas d'incidence significative sur l'excédent (le déficit) de l'exercice.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité de la municipalité est le risque qu'elle éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à ses passifs financiers.

La municipalité est donc exposée au risque de liquidité relativement à l'ensemble des passifs financiers comptabilisés à l'état consolidé de la situation financière.

La gestion du risque de liquidité vise à maintenir un montant suffisant de trésorerie et d'équivalents de trésorerie et à s'assurer que la municipalité dispose de sources de financement de montants autorisés suffisants. La municipalité établit des prévisions budgétaires et de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour acquitter ses obligations.

Les échéances contractuelles des passifs financiers (non actualisées, y compris le versement d'intérêts, le cas échéant) se détaillent comme suit :

	Moins de 1 an	De 1 an à 3 ans	De 3 à 5 ans	Plus de 5 ans
Créditeurs et charges à payer	5 656 293	-	-	-
Emprunts temporaires	15 000			
Dettes à long terme	6 033 205	12 136 869	11 425 286	31 731 222
Total	11 704 498	12 136 869	11 425 286	31 731 222

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

27. Fonds de roulement

La municipalité possède un fonds de roulement dont le capital est fixé à 1 050 000 \$. Les remboursements en capital sur les sommes empruntées à même ce fonds doivent être effectués sur une période maximum de 10 ans et se font à même les activités financières de fonctionnement.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023	Budget 2024		Réalisations 2024		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	23 313 491	24 887 682	25 384 339			25 384 339
Compensations tenant lieu de taxes	2	1 969 040	1 825 621	1 852 263			1 852 263
Quotes-parts	3						
Transferts	4	12 245 845	9 734 193	13 447 427		468 397	13 915 824
Services rendus	5	2 648 939	2 154 846	3 054 315		165 192	3 219 507
Imposition de droits	6	966 406	603 500	821 658			821 658
Amendes et pénalités	7	149 230	139 000	175 149			175 149
Revenus de placements de portefeuille	8						
Autres revenus d'intérêts	9	580 060	327 500	989 795		118	989 913
Autres revenus	10	503 670	450 000	394 927		238 042	632 969
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	42 376 681	40 122 342	46 119 873		871 749	46 991 622
Investissement							
Taxes	13						
Quotes-parts	14						
Transferts	15	2 559 235		7 286 854		29 876	7 316 730
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17						
Autres	18	41 811					
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19	181 587		552 495			552 495
Effet net des opérations de restructuration	20						
	21	2 782 633		7 839 349		29 876	7 869 225
	22	45 159 314	40 122 342	53 959 222		901 625	54 860 847
Charges							
Administration générale	23	5 721 110	6 228 712	6 405 318	207 682	279 859	6 892 859
Sécurité publique	24	3 215 005	3 035 658	4 945 986	710 844		5 656 830
Transport	25	3 541 202	4 491 222	3 627 368	2 008 340	634 901	6 270 609
Hygiène du milieu	26	9 299 254	9 553 140	8 713 848	2 531 090		11 244 938
Santé et bien-être	27	2 760 322	773 400	841 415			841 415
Aménagement, urbanisme et développement	28	4 802 979	5 818 114	5 239 100	164 308		5 403 408
Loisirs et culture	29	4 794 435	5 621 426	5 665 207	934 393		6 599 600
Réseau d'électricité	30						
Frais de financement	31	1 381 026	1 651 666	1 793 102		1 397	1 794 499
Effet net des opérations de restructuration	32						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33	6 210 199		6 556 657 (	6 556 657)		
	34	41 725 532	37 173 338	43 788 001		916 157	44 704 158
Excédent (déficit) lié aux activités	35	3 433 782	2 949 004	10 171 221		(14 532)	10 156 689

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023	Budget 2024		Réalisations 2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Excédent (déficit) lié aux activités	1	3 433 782	2 949 004	10 171 221	(14 532)	10 156 689
Moins : revenus d'investissement	2	(2 782 633)	()	(7 839 349)	(29 876)	(7 869 225)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	651 149	2 949 004	2 331 872	(44 408)	2 287 464
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés						
Amortissement	4	6 210 199		6 556 657	6 423	6 563 080
Produit de cession	5	372 403	5 000	2 000		2 000
(Gain) perte sur cession	6	(287 347)		(2 000)		(2 000)
Réduction de valeur / Reclassement	7					
	8	6 295 255	5 000	6 556 657	6 423	6 563 080
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9					
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12	596 872	800 000	736 169		736 169
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14					
	15	596 872	800 000	736 169		736 169
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	196 988				
Remboursement de la dette à long terme	17	(2 844 688)	(2 840 961)	(2 843 080)	()	(2 843 080)
	18	(2 647 700)	(2 840 961)	(2 843 080)		(2 843 080)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(528 408)	(327 347)	(763 474)	(8 850)	(772 324)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20					
Excédent de fonctionnement affecté	21	667 366	383 676	422 054	8 162	430 216
Réserves financières et fonds réservés	22	(328 508)	(969 372)	(403 980)		(403 980)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23					
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	(189 550)	(913 043)	(745 400)	(688)	(746 088)
	26	4 054 877	(2 949 004)	3 704 346	5 735	3 710 081
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	4 706 026		6 036 218	(38 673)	5 997 545

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023		Réalisations 2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	2 782 633	7 839 349	29 876	7 869 225
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés					
Acquisition d'immobilisations corporelles					
Administration générale	2 (	255 893)(	223 330)(	34 981)(	258 311)
Sécurité publique	3 (	546 354)(	657 174)(	)	657 174)
Transport	4 (	2 562 706)(	1 752 279)(	3 745)(	1 756 024)
Hygiène du milieu	5 (	3 543 497)(	3 392 777)(	)	3 392 777)
Santé et bien-être	6 (	)	)	)	)
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	348 386)(	870 660)(	)	870 660)
Loisirs et culture	8 (	832 493)(	1 799 684)(	)	1 799 684)
Réseau d'électricité	9 (	)	)	)	)
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 (	)	)	)	)
	11 (	8 089 329)(	8 695 904)(	38 726)(	8 734 630)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	12 (	)	)	)	)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	13 (	321 526)(	808 086)(	)	808 086)
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	14	3 905 356	2 827 000		2 827 000
Affectations					
Activités de fonctionnement	15	528 408	763 474	8 850	772 324
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	16				
Excédent de fonctionnement affecté	17	167 951	34 680		34 680
Réserves financières et fonds réservés	18	307 334	348 586		348 586
	19	1 003 693	1 146 740	8 850	1 155 590
	20	(3 501 806)	(5 530 250)	(29 876)	(5 560 126)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	(719 173)	2 309 099		2 309 099

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2023	Administration municipale	Administration municipale	2024 Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS						
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	18 623 642		29 285 413	19 177	29 304 590
Débiteurs (note 5)	2	36 230 551		37 791 274	344 849	38 136 123
Prêts (note 6)	3	641 937		763 159		763 159
Placements de portefeuille (note 7)	4					
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5	(1 839 989)		(1 889 293)		(1 889 293)
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6					
Autres actifs financiers (note 8)	7					
	8	53 656 141		65 950 553	364 026	66 314 579
PASSIFS						
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9					
Emprunts temporaires (note 9)	10	15 000		15 000		15 000
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	5 629 703		5 551 194	105 099	5 656 293
Revenus reportés (note 11)	12	25 589 931		28 598 510	208 601	28 807 111
Dette à long terme (note 12)	13	51 543 843		53 086 582		53 086 582
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14					
Autres passifs (note 14)	15					
	16	82 778 477		87 251 286	313 700	87 564 986
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(29 122 336)		(21 300 733)	50 326	(21 250 407)
ACTIFS NON FINANCIERS						
Immobilisations corporelles (note 15)	18	128 457 245		130 596 492	150 228	130 746 720
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19					
Stocks de fournitures	20	766 284		915 886	1 810	917 696
Actifs incorporels achetés (note 17)	21					
Autres actifs non financiers (note 18)	22	302 739		363 497	1 998	365 495
	23	129 526 268		131 875 875	154 036	132 029 911
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	24	4 153 703		6 297 536	(42 224)	6 255 312
Excédent de fonctionnement affecté	25	4 840 673		8 096 777	100 937	8 197 714
Réserves financières et fonds réservés	26	1 097 934		1 513 817		1 513 817
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	27 (	283 846) (		162 640) (	) (	162 640)
Financement des investissements en cours	28	(5 094 964)		(2 966 800)	(4 579)	(2 971 379)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	29	95 690 432		97 796 452	150 228	97 946 680
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	30					
	31	100 403 932		110 575 142	204 362	110 779 504
Obligations contractuelles (note 19)						
Droits contractuels (note 20)						
Passifs éventuels (note 21)						
Actifs éventuels (note 22)						

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
Rémunération					
Liée au programme Accès					
entreprise Québec	1	157 933	157 933	157 933	170 211
Autre	2	12 406 206	11 929 642	12 035 798	11 382 307
Charges sociales					
Liées au programme Accès					
entreprise Québec	3	43 370	43 370	43 370	48 222
Autres	4	2 858 869	2 697 937	2 720 987	2 618 465
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	5				
Ententes de services					
Services de transport collectif	6				
Autres services	7				15 736
Autres biens et services	8	16 492 552	16 570 788	17 349 919	18 229 026
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme					
à la charge					
De l'organisme municipal	9	1 024 964	1 146 479	1 146 479	802 742
D'autres organismes municipaux	10				
Du gouvernement du Québec					
et ses entreprises	11	626 702	626 702	626 702	514 401
D'autres tiers	12				
Autres frais de financement	13		19 921	21 318	65 507
Contributions					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	14				
Transferts	15				
Autres	16	523 030	580 702	580 702	195 000
Autres					
Transferts	17				
Autres	18	3 039 712	3 457 870	3 457 870	2 209 808
Amortissement					
Immobilisations corporelles	19		6 556 657	6 563 080	6 218 043
Actifs incorporels achetés	20				
Autres					
▪	21.1				
	22	37 173 338	43 788 001	44 704 158	42 469 468

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
RÉSULTATS			
Revenus			
Revenus sur les placements de portefeuille	1		
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	2	11 030	10 180
Autres revenus	3	44 951	17 723
	4	55 981	27 903
Charges			
Créances douteuses sur prêts et placements de portefeuille			
Radiation	5		
Variation de la provision pour moins-value	6	19 590	
Autres créances douteuses	7		
	8	19 590	
Autres charges	9	683	335
	10	20 273	335
Excédent (déficit) de l'exercice	11	35 708	27 568
SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE			
Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	12	338 515	419 268
Placements de portefeuille	13		
Débiteurs	14	165	242
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	15	623 036	506 715
Provision pour moins-value	16 (	)(	)
	17	623 036	506 715
	18	961 716	926 225
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	19	20	237
Revenus reportés	20		
Dette à long terme	21	925 800	925 800
	22	925 820	926 037
Solde du Fonds local d'investissement	23	35 896	188
VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE			
Libres	24	338 515	419 268
Supportant les engagements de prêts	25		
Supportant les garanties de prêts	26		
	27	338 515	419 268

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Les prêts du FLI portent intérêts à des taux variant entre 0 % et 8,45 %. Ils viennent à échéance à des différentes dates entre 2025 et 2031 et ne comportent aucune garantie.

Les prêts d'aide d'urgence aux PME portent intérêts au taux de 3 %. Ils viennent à échéance à des différentes en 2025 et ne comportent aucune garantie.

Note sur la dette à long terme

Emprunts sans intérêt, sans garantie, remboursable selon les modalités de l'entente entre 2025 et 2030.

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL DE SOLIDARITÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
RÉSULTATS			
Revenus			
Revenus sur les placements de portefeuille	1		
Revenus sur les prêts aux entreprises	2	12 211	10 192
Autres revenus	3	2 014	1 817
	4	14 225	12 009
Charges			
Créances douteuses sur prêts			
Radiation	5		
Variation de la provision pour moins-value	6		
Autres créances douteuses	7	16 560	
	8	16 560	
Intérêts sur la dette à long terme	9		
Autres charges	10	600	601
	11	17 160	601
Excédent (déficit) de l'exercice	12	(2 935)	11 408
SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE			
Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	13	175 907	179 007
Placements de portefeuille	14		
Débiteurs	15		
Prêts aux entreprises	16	184 299	179 396
Provision pour moins-value	17	(44 175)	(44 175)
	18	140 124	135 221
	19	316 031	314 228
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	20	21 646	16 908
Revenus reportés	21		
Dette à long terme	22		
	23	21 646	16 908
Solde du Fonds local de solidarité			
Excédent affecté aux prêts aux entreprises	24	294 385	297 320
Excédent (déficit) non affecté	25		
	26	294 385	297 320
VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE			
Libres	27	175 907	179 007
Supportant les engagements de prêts	28		
	29	175 907	179 007

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Les prêts portent intérêts à des taux variant entre 7 % et 9 %. Ils viennent à échéance à des différentes dates entre 2025 et 2031 et comportent aucune garantie.

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS DE GESTION ET DE MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
RÉSULTATS			
Revenus			
Revenus provenant de la gestion foncière	1	93 229	86 846
Revenus provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	2		
	3	93 229	86 846
Charges			
Frais de gestion			
Salaires	4		
Créances douteuses	5		
Autres frais de gestion	6	93 229	86 846
	7	93 229	86 846
Activités et projets de mise en valeur du territoire			
▪	8.1		
	9		
	10	93 229	86 846
Excédent (déficit) de l'exercice	11		
SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE			
Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	12	83 866	63 983
Placements de portefeuille	13	265 612	207 927
Débiteurs	14		1 280
Provision pour créances douteuses	15 (	) (	)
	16		1 280
Autres	17		
	18	349 478	273 190
Passifs			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	19		
Créditeurs et charges à payer	20		
Revenus reportés			
Provenant de la gestion foncière	21	349 478	273 190
Provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	22		
Autres	23		
Autres	24		
	25	349 478	273 190
Solde du Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	26		

Note sur les autres actifs

Note sur les créditeurs et charges à payer

Note sur les autres revenus reportés

Note sur les autres passifs

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	6 255 312	4 150 703
Excédent de fonctionnement affecté	2	8 197 714	4 932 840
Réserves financières et fonds réservés	3	1 513 817	1 097 934
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(162 640)	(283 846)
Financement des investissements en cours	5	(2 971 379)	(5 098 832)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	97 946 680	95 790 056
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	110 779 504	100 588 855
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	6 297 536	4 153 703
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	(42 224)	(3 000)
	11	6 255 312	4 150 703
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Anciennes municipalités	12.1	15 957	15 957
▪ Dette et opérations égouts	12.2	482 828	477 198
▪ Dette et opérations aqueduc	12.3	2 340 878	2 259 366
▪ BFS	12.4	393 781	310 023
▪ divers projets	12.5	4 863 332	1 778 129
	13	8 096 776	4 840 673
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪ Régie intermunicipale des transports GIM	14.1	100 938	92 167
	15	100 938	92 167
	16	8 197 714	4 932 840

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
▪	17.1		
	18		
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
▪	19.1		
	20		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	21	443 629	321 702
Organismes contrôlés et partenariats	22		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	23	547 265	396 939
Organismes contrôlés et partenariats	24		
Montant non réservé			
Administration municipale	25		
Organismes contrôlés et partenariats	26		
Fonds local d'investissement	27	338 661	196 595
Fonds local de solidarité	28	154 262	162 698
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	29	30 000	20 000
Autres			
▪	30.1		
	31	1 513 817	1 097 934
	32	1 513 817	1 097 934

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	33 (	)(	)
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	34 (	)(	)
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	35 (	)(	)
Mesure d'allègement pour la COVID-19	36 (	)(	)
Autres	37 (	)(	)
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	38 (	)(	)
	39 (	)(	)
Assainissement des sites contaminés	40 (	)(	)
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	41 (	)(	)
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42 (	)(	)
Autres			
▪	43.1 (	)(	)
	44 (	)(	)
Autres mesures d'allègement fiscal			
Mesures relatives à la TVQ			
Utilisation du fonds général	45 (	)(	)
Utilisation du fonds de roulement	46 (	)(	)
Mesures relatives à la COVID-19			
Utilisation du fonds général	47 (	)(	)
Utilisation du fonds de roulement	48 (	)(	)
Autres			
▪	49.1 (	)(	)
	50 (	)(	)
Financement à long terme des activités de fonctionnement			
Mesure relative à la TVQ	51 (	)(	)
Mesure relative à la COVID-19	52 (	)(	)
Frais d'émission de la dette à long terme	53 (	)(	)
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	54 (	925 800)(	925 800)
Autres			
▪	55.1 (	)(	)
	56 (	925 800)(	925 800)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP			
Financement des activités de fonctionnement	57		
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	58		
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	59	763 160	641 954
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	60		
Autres			
▪	61.1		
	62	763 160	641 954
	63 (	162 640)(	283 846)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	64	101 315	449 136
Investissements à financer	65 (	3 072 694)(	5 547 968)
	66	(2 971 379)	(5 098 832)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	67	130 746 720	128 556 869
Propriétés destinées à la revente	68		
Prêts	69	763 159	641 937
Placements de portefeuille à titre d'investissement	70		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	71	(1 889 293)	(1 839 989)
	72	129 620 586	127 358 817
Ajustements aux éléments d'actif	73	(763 057)	(641 834)
	74	128 857 529	126 716 983
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	75 (	53 086 582)(	51 543 843)
Frais reportés liés à la dette à long terme	76 (	)	)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	77	21 249 964	19 691 147
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	78	925 769	925 769
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	79		
	80 (	30 910 849)(	30 926 927)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	81 (	)	)
	82 (	30 910 849)(	30 926 927)
	83	97 946 680	95 790 056

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3	
Charge de l'exercice	4 () ()	
Cotisations versées par l'employeur	5	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 () ()	
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	
Provision pour moins-value	12 () ()	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 () ()	
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 () ()	
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	
	20	
Cotisations salariales des employés	21 () ()	
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 () ()	
	23	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres	29.1	
	30	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32 () ()	
Rendement espéré des actifs	33	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34	
Charge de l'exercice	34	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36	() ()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38	
Prestations versées au cours de l'exercice	39	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	43	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44	
DMERCA du nouveau volet	45	
DMERCA de l'ancien volet	46	
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet	47	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51	% %
Autres hypothèses économiques		
▪	52.1	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 () ()	
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 () ()	
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 () ()	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 () ()	
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 () ()	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72	
Cotisations salariales des employés	73	() ()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	() ()
	75	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	
Autres		
▪	81.1	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83	
Rendement espéré des actifs	84	() ()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85	
Charge de l'exercice	86	
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88	() ()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90	
Prestations versées au cours de l'exercice	91	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	% %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	% %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	% %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102	
Autres hypothèses économiques		
▪	103.1	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 104 1

Description des régimes et autres renseignements

La municipalité offre à ses salariés le régime de retraite des employés municipaux du Québec (RREMQ) à prestations déterminées. En vertu de ce régime de retraite multiemployeurs, il n'est pas possible d'établir des comptes de participations distincts pour chaque employeur. Compte tenu de cette contrainte, la municipalité comptabilise ce régime comme s'il était entièrement à cotisations déterminées.

		2024	2023
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105		
Régime de retraite par financement salarial	106		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107	627 038	588 332
Régime de retraite à prestations cibles	108		
Autres régimes	109		
	110	627 038	588 332

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 111 1

Description des régimes et autres renseignements

Régime offert à tous les employés de la Régie intermunicipale de transport GÎM.

Selon leur contrat d'emploi, certains employés cadres cotisent à 4 % de leur salaire régulier. L'employeur verse un montant représentant 6 % du salaire régulier de l'employé.

Dans les autres cas, les employés et l'employeur cotisent au régime à la hauteur de 4,5 % du salaire régulier de l'employé.

		2024	2023
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	112	4 964	4 431
Régime de retraite simplifié	113		
REER	114		
Autres régimes	115		
	116	4 964	4 431

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2024	2023
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117	7	7

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Description du régime

Le régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples, administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2024	2023
Cotisations des élus au RREM	118	10 195	10 195
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	119	30 435	34 358
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120	12 218	12 452
	121	42 653	46 810

Note

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TAXES				
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	18 902 262	18 902 262	17 662 609
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7	72 373	72 373	68 408
Activités de fonctionnement	8			
Activités d'investissement	9			
Autres	10			
	11	18 974 635	18 974 635	17 731 017
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	1 421 071	1 421 071	1 343 371
Égout	13	554 870	554 870	552 310
Traitement des eaux usées	14	559 021	559 021	437 407
Matières résiduelles	15	3 415 222	3 415 222	2 806 274
Autres				
▪ pavage	16.1	20 225	20 225	
Centres d'urgence 9-1-1	17	79 988	79 988	71 100
Service de la dette	18	359 307	359 307	372 012
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20			
Activités d'investissement	21			
	22	6 409 704	6 409 704	5 582 474
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	6 409 704	6 409 704	5 582 474
	27	25 384 339	25 384 339	23 313 491

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	28	151 572	151 572	148 653
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	31	851 769	851 769	894 931
Cégeps et universités	32	73 662	73 662	85 296
Écoles primaires et secondaires	33	509 741	509 741	583 700
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	34			
	35	1 586 744	1 586 744	1 712 580
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	36	230 775	230 775	228 928
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37	34 744	34 744	27 532
Taxes d'affaires	38			
	39	265 519	265 519	256 460
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	40			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	41			
	42			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	43			
Autres	44			
	45			
	46	1 852 263	1 852 263	1 969 040

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	47	57 933	57 933	61 475
Sécurité publique				
Police	48			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	49			
Autres	50	19 376	19 376	33 112
Sécurité civile	51	2 093 796	2 093 796	354 642
Autres	52			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	53	688 876	688 876	438 174
Enlèvement de la neige	54			
Autres	55			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	56		207 050	180 610
Transport adapté	57	380 695	531 379	436 481
Transport scolaire	58			
Autres	59		110 663	81 447
Transport aérien	60			
Transport par eau	61			
Autres	62			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	63			
Réseau de distribution de l'eau potable	64	395 963	395 963	272 553
Traitement des eaux usées	65			
Réseaux d'égout	66	194 585	194 585	22 525
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	67	1 465 021	1 465 021	194 463
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	68			1 000 000
Tri et conditionnement	69			
Autres	70			1 290 357
Autres	71			
Cours d'eau	72			
Protection de l'environnement	73			
Autres	74			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Non audité	Administration municipale	Données consolidées	
	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)			
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)			
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	75		2 114 843
Autres	76		
Sécurité du revenu	77		
Autres	78		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	79		32 973
Rénovation urbaine	80		32 196
Promotion et développement économique	81	2 342 987	2 342 987
Autres	82	41 436	41 436
Loisirs et culture			
Activités récréatives	83	436 611	436 611
Activités culturelles			
Bibliothèques	84		6 321
Autres	85	307 106	307 106
Réseau d'électricité	86		
	87	8 424 385	8 892 782
			8 855 843

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	88	41 286	41 286	150 000
Sécurité publique				
Police	89			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	90			
Autres	91			
Sécurité civile	92	1 851 771	1 851 771	
Autres	93			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	94	1 043 130	1 043 130	252 628
Enlèvement de la neige	95			
Autres	96			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	97			596
Transport adapté	98			
Transport scolaire	99			
Autres	100		29 876	
Transport aérien	101			
Transport par eau	102			
Autres	103			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	104	1 815 948	1 815 948	113 433
Réseau de distribution de l'eau potable	105			
Traitement des eaux usées	106			1 015 672
Réseaux d'égout	107	807 368	807 368	
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	108	140 576	140 576	
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	109			
Tri et conditionnement	110			
Autres	111			28 032
Autres	112			
Cours d'eau	113			
Protection de l'environnement	114			
Autres	115			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Non audité		Administration municipale	Données consolidées		
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023	
TRANSFERTS (suite)					
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)					
Santé et bien-être					
Habitation					
	Logement social	116			
	Autres	117			
	Sécurité du revenu	118			
	Autres	119			
Aménagement, urbanisme et développement					
	Aménagement, urbanisme et zonage	120			
	Rénovation urbaine	121			
	Promotion et développement économique	122	870 660	870 660	348 386
	Autres	123			
Loisirs et culture					
	Activités récréatives	124	716 115	716 115	651 084
	Activités culturelles				
	Bibliothèques	125			
	Autres	126			
	Réseau d'électricité	127			
		128	7 286 854	7 316 730	2 559 831

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	129			
Péréquation	130	266 751	266 751	12 635
Neutralité	131			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	132	337 657	337 657	338 459
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	133	2 102 698	2 102 698	1 651 550
Fonds de développement des territoires	134			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	135			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	136	682 126	682 126	205 087
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC				
du Fonds régions et ruralité - Volet 2	137	1 572 650	1 572 650	1 557 627
Autres	138	61 160	61 160	
	139	5 023 042	5 023 042	3 765 358
TOTAL DES TRANSFERTS	140	20 734 281	21 232 554	15 181 032

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	141			
Évaluation	142			
Autres	143	96 096	96 096	102 153
	144	96 096	96 096	102 153
Sécurité publique				
Police	145			68 848
Sécurité incendie				
Premiers répondants	146			
Autres	147	10 784	10 784	
Sécurité civile	148			
Autres	149			500
	150	10 784	10 784	69 348
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	151			
Enlèvement de la neige	152			
Autres	153			
Transport collectif	154			
Autres	155			
	156			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	157			
Réseau de distribution de l'eau potable	158			
Traitement des eaux usées	159			
Réseaux d'égout	160			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	161			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	162			
Tri et conditionnement	163			
Autres	164			
Autres	165			
Cours d'eau	166			
Protection de l'environnement	167			
Autres	168			
	169			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Non audité	Administration municipale	Données consolidées	
	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)			
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)			
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	170		
Autres	171		
Autres	172		
	173		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	174		
Rénovation urbaine	175		
Promotion et développement économique	176		
Autres	177		
	178		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	179		
Activités culturelles			
Bibliothèques	180		
Autres	181		
	182		
Réseau d'électricité	183		
	184	106 880	106 880 171 501

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	185			
Évaluation	186			
Autres	187	56 697	56 697	60 423
	188	56 697	56 697	60 423
Sécurité publique				
Police	189			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	190	12 608	12 608	
Autres	191			
Sécurité civile	192			
Autres	193	9 388	9 388	74 589
	194	21 996	21 996	74 589
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	195	274 296	274 296	215 405
Enlèvement de la neige	196			
Autres	197			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	198		133 239	97 595
Transport adapté	199		31 953	26 405
Transport scolaire	200			
Autres	201			
Autres	202			
	203	274 296	439 488	339 405
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	204			
Réseau de distribution de l'eau potable	205	215 800	215 800	119 751
Traitement des eaux usées	206	24 472	24 472	10 604
Réseaux d'égout	207	13 599	13 599	19 832
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	208	851 767	851 767	805 603
Matières recyclables	209	88 295	88 295	
Autres	210			
Cours d'eau	211			
Protection de l'environnement	212			
Autres	213			
	214	1 193 933	1 193 933	955 790

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
	Logement social	215		
	Autres	216		
	Sécurité du revenu	217		
	Autres	218		
		219		
Aménagement, urbanisme et développement				
	Aménagement, urbanisme et zonage	220		13 149
	Rénovation urbaine	221		
	Promotion et développement économique	222		31 992
	Autres	223	168 017	202 563
		224	168 017	247 704
Loisirs et culture				
	Activités récréatives	225	1 147 327	896 824
	Activités culturelles			
	Bibliothèques	226	48 902	26 703
	Autres	227	36 267	
		228	1 232 496	923 527
Réseau d'électricité				
		229		
		230	2 947 435	2 601 438
TOTAL DES SERVICES RENDUS				
		231	3 054 315	2 772 939

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	232	110 302	110 302	110 867
Droits de mutation immobilière	233	711 356	711 356	845 448
Droits sur les carrières et sablières	234			
Autres	235			10 091
	236	821 658	821 658	966 406
AMENDES ET PÉNALITÉS	237	175 149	175 149	149 230
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	238			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	239	989 795	989 913	580 165
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	240	2 000	2 000	287 347
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	241			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	242			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	243			
Contributions des promoteurs	244			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	245		227 090	206 556
Contributions des organismes municipaux	246		7 031	11 880
Autres contributions	247			41 811
Redevances réglementaires	248	29 005	29 005	
Autres	249	363 922	367 843	222 557
	250	394 927	632 969	770 151
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	251			

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Non audité		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	478 130		478 130	486 032	478 463
Greffé et application de la loi	2	580 610	3 058	583 668	583 668	570 416
Gestion financière et administrative	3	3 631 153	168 937	3 800 090	4 072 047	3 452 437
Évaluation	4	371 959		371 959	371 959	395 187
Gestion du personnel	5	999 327		999 327	999 327	812 171
Autres						
▪ Entretien bâtiments adm	6.1	344 139	35 687	379 826	379 826	452 317
	7	6 405 318	207 682	6 613 000	6 892 859	6 160 991
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	8	1 647 513		1 647 513	1 647 513	1 565 563
Sécurité incendie						
Premiers répondants	9					
Autres	10	1 240 290	280 887	1 521 177	1 521 177	1 460 164
Sécurité civile	11	1 991 710	429 957	2 421 667	2 421 667	763 288
Autres	12	66 473		66 473	66 473	101 796
	13	4 945 986	710 844	5 656 830	5 656 830	3 890 811
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	1 721 740	1 957 747	3 679 487	3 679 487	3 475 452
Enlèvement de la neige	15	1 397 724	35 543	1 433 267	1 433 267	1 478 661
Éclairage des rues	16	65 268	15 050	80 318	80 318	84 339
Circulation et stationnement	17	1 082		1 082	1 082	
Transport collectif						
Transport en commun	18	441 554		441 554	1 076 455	877 714
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21					
	22	3 627 368	2 008 340	5 635 708	6 270 609	5 916 166

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Non audité	Administration municipale				Données consolidées	
	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations	
	Sans ventilation	Ventilation de	Total	2024	2023	
	de l'amortissement	l'amortissement				
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	698 327	473 481	1 171 808	1 171 808	1 055 613
Réseau de distribution de l'eau potable	24	832 562	598 819	1 431 381	1 431 381	1 315 989
Traitement des eaux usées	25	552 077	81 147	633 224	633 224	441 419
Réseaux d'égout	26	485 066	879 312	1 364 378	1 364 378	1 425 904
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	2 128 400	498 331	2 626 731	2 626 731	1 852 008
Élimination	28	4 017 416		4 017 416	4 017 416	5 651 138
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29					
Tri et conditionnement	30					
Matières organiques						
Collecte et transport	31					
Traitement	32					
Matériaux secs	33					
Autres	34					
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37					
Protection de l'environnement	38					
Autres	39					
	40	8 713 848	2 531 090	11 244 938	11 244 938	11 742 071
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Habitation						
Logement social	41	571 765		571 765	571 765	2 546 022
Autres	42					
Sécurité du revenu	43					
Autres	44	269 650		269 650	269 650	214 300
	45	841 415		841 415	841 415	2 760 322

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Non audité	Administration municipale				Données consolidées	
	Réalizations 2024			Réalizations 2024	Réalizations 2023	
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total			
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	46	932 996	36 031	969 027	969 027	1 306 467
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	47	102 772		102 772	102 772	
Autres biens	48					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	49	3 976 061	23 905	3 999 966	3 999 966	3 311 212
Tourisme	50	7 992	104 372	112 364	112 364	114 312
Autres	51	219 279		219 279	219 279	198 843
Autres	52					36 453
	53	5 239 100	164 308	5 403 408	5 403 408	4 967 287
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	54	2 212 386	919 174	3 131 560	3 131 560	1 643 859
Patinoires intérieures et extérieures	55	1 206 396	2 709	1 209 105	1 209 105	1 060 009
Piscines, plages et ports de plaisance	56	298 818		298 818	298 818	327 546
Parcs et terrains de jeux	57	946 382		946 382	946 382	696 187
Parcs régionaux	58	13 820		13 820	13 820	
Expositions et foires	59	15 261		15 261	15 261	14 050
Autres	60					1 101 341
	61	4 693 063	921 883	5 614 946	5 614 946	4 842 992
Activités culturelles						
Centres communautaires	62	358 078		358 078	358 078	17 837
Bibliothèques	63	371 120	12 510	383 630	383 630	247 141
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	64					
Autres ressources du patrimoine	65	242 946		242 946	242 946	208 186
Autres	66					333 014
	67	972 144	12 510	984 654	984 654	806 178
	68	5 665 207	934 393	6 599 600	6 599 600	5 649 170

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	69					
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dette à long terme						
Intérêts	70	1 648 407		1 648 407	1 648 407	1 280 974
Autres frais	71	124 774		124 774	124 774	36 169
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	72					
Autres	73	19 921		19 921	21 318	65 507
	74	1 793 102		1 793 102	1 794 499	1 382 650
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	75					
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	76	6 556 657 (	6 556 657)			

Renseignements financiers non consolidés ventilés par compétences

Compétences d'agglomération

Renseignements financiers non consolidés audités

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

		2024		2023
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Fonctionnement				
Taxes	1	10 883 021	11 153 289	9 882 947
Compensations tenant lieu de taxes	2	770 381	782 374	796 603
Quotes-parts	3			
Transferts	4	7 804 788	8 733 016	8 411 322
Services rendus	5	1 021 508	1 298 044	1 292 112
Imposition de droits	6		660	4 415
Amendes et pénalités	7	87 000	117 217	88 198
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	149 900	531 674	295 476
Autres revenus	10	200 000	259 282	123 648
Effet net des opérations de restructuration	11			
	12	20 916 598	22 875 556	20 894 721
Investissement				
Taxes	13			
Quotes-parts	14			
Transferts	15		1 029 903	1 089 744
Imposition de droits	16			
Autres revenus				
Contributions des promoteurs	17			
Autres	18			
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19			
Effet net des opérations de restructuration	20			
	21		1 029 903	1 089 744
	22	20 916 598	23 905 459	21 984 465
Charges				
Administration générale	23	3 267 809	3 453 871	3 069 600
Sécurité publique	24	1 314 829	1 348 804	1 301 241
Transport	25	1 532 482	1 387 270	1 312 813
Hygiène du milieu	26	7 134 826	6 628 572	7 399 840
Santé et bien-être	27	415 000	489 367	358 918
Aménagement, urbanisme et développement	28	5 260 206	4 544 467	4 022 302
Loisirs et culture	29	528 538	395 832	417 348
Réseau d'électricité	30			
Frais de financement	31	239 067	437 876	261 057
Effet net des opérations de restructuration	32			
	33	19 692 757	18 686 059	18 143 119
Excédent (déficit) lié aux activités	34	1 223 841	5 219 400	3 841 346

Note : les charges ne comprennent pas l'amortissement des immobilisations corporelles.

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

		2024		2023
		Budget	Réalisations	Réalisations
Excédent (déficit) lié aux activités	1	1 223 841	5 219 400	3 841 346
Moins : revenus d'investissement	2 (	)	(1 029 903)	(1 089 744)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	1 223 841	4 189 497	2 751 602
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés				
Amortissement	4			
Produit de cession	5			84 957
(Gain) perte sur cession	6			
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8			84 957
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12		134 370	78 372
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15		134 370	78 372
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			196 988
Remboursement de la dette à long terme	17 (	958 819)	(906 846)	(900 287)
	18	(958 819)	(906 846)	(703 299)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	177 080)	(174 936)	(119 157)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			
Excédent de fonctionnement affecté	21	16 032	3 652	4 644
Réserves financières et fonds réservés	22	(103 974)	(281 737)	(166 760)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(265 022)	(453 021)	(281 273)
	26	(1 223 841)	(1 225 497)	(821 243)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		2 964 000	1 930 359

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

		2024	2023
		Réalisations	Réalisations
Revenus d'investissement	1	1 029 903	1 089 744
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés			
Acquisition d'immobilisations corporelles			
Administration générale	2 (	84 921)(	)
Sécurité publique	3 (	42 171)(	492 247)
Transport	4 (	296 795)(	296 250)
Hygiène du milieu	5 (	650 416)(	2 020 585)
Santé et bien-être	6 (	)	)
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	)	)
Loisirs et culture	8 (	15 240)(	7 525)
Réseau d'électricité	9 (	)	)
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 (	)	)
	11 (	1 089 543)(	2 816 607)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	12 (	)	)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	13 (	)	139 939)
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	14	495 658	1 155 900
Affectations			
Activités de fonctionnement	15	174 936	119 157
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	16		
Excédent de fonctionnement affecté	17		65 013
Réserves financières et fonds réservés	18	290 237	275 838
	19	465 173	460 008
	20	(128 712)	(1 340 638)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	901 191	(250 894)

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

		2024		2023
		Budget	Réalisations	Réalisations
Rémunération				
Liée au programme Accès entreprise Québec	1	157 933	157 933	170 211
Autre	2	6 005 968	5 634 960	5 405 895
Charges sociales				
Liées au programme Accès entreprise Québec	3	43 370	43 370	48 222
Autres	4	1 410 295	1 278 426	1 223 373
Biens et services				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	5			
Ententes de services				
Services de transport collectif	6			
Autres services	7			
Autres biens et services	8	9 138 941	7 919 421	8 844 111
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	9	214 332	426 039	226 773
D'autres organismes municipaux	10			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11			
D'autres tiers	12			
Autres frais de financement	13	24 735	11 837	34 284
Contributions				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	14			
Transferts	15			
Autres	16	461 588	541 290	
Autres				
Transferts	17			
Autres	18	2 235 595	2 672 783	2 190 250
Amortissement				
Immobilisations corporelles	19			
Actifs incorporels achetés	20			
Autres				
▪	21.1			
	22	19 692 757	18 686 059	18 143 119

Note

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

		2024	2023
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	3 052 295	1 630 269
Excédent de fonctionnement affecté	2	1 798 166	435 808
Réserves financières et fonds réservés	3	607 434	383 963
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	162 641)(	283 862)
Financement des investissements en cours	5	(667 564)	(1 313 167)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6		
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8		

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent de fonctionnement affecté

▪ divers projets	9.1	1 798 166	435 808
	10	1 798 166	435 808

Réserves financières et fonds réservés

Réserves financières			
▪	11.1		
	12		
Fonds réservés			
Fonds de roulement	13	48 404	16 019
Solde disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme	14	56 007	3 652
Montant non réservé	15		
Fonds local d'investissement	16	338 661	196 594
Fonds local de solidarité	17	154 262	162 698
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	18		
Autres			
▪ dépenses électorales	19.1	10 100	5 000
	20	607 434	383 963
	21	607 434	383 963

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

	2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	22 (	)(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	23 (	)(
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	24 (	)(
Mesure d'allègement pour la COVID-19	25 (	)(
Autres	26 (	)(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	27 (	)(
	28 (	)(
Assainissement des sites contaminés	29 (	)(
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	30 (	)(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	31 (	)(
Autres		
▪	32.1 (	)(
	33 (	)(
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	34 (	)(
Utilisation du fonds de roulement	35 (	)(
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	36 (	)(
Utilisation du fonds de roulement	37 (	)(
Autres		
▪	38.1 (	)(
	39 (	)(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	40 (	)(
Mesure relative à la COVID-19	41 (	)(
Frais d'émission de la dette à long terme	42 (	)(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	43 (	925 800)(938 812)
Autres		
▪	44.1 (	)(
	45 (	925 800)(938 812)

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

		2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Éléments présentés à l'encontre des DCTP			
Financement des activités de fonctionnement	46		
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	47		
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	48	763 159	654 950
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	49		
Autres			
▪	50.1		
	51	763 159	654 950
	52 (	162 641)(	283 862)
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	53		
Investissements à financer	54 (	667 564)(	1 313 167)
	55	(667 564)	(1 313 167)

Compétences d'agglomération

Renseignements financiers non consolidés non audités

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

		Réalizations	
		2024	2023
TAXES			
SUR LA VALEUR FONCIÈRE			
Taxes générales			
Taxe foncière générale	1	7 100 511	6 568 165
Taxes spéciales			
Service de la dette	2		
Activités de fonctionnement	3		
Activités d'investissement	4		
Réserve financière pour le service de l'eau	5		
Réserve financière pour le service de la voirie	6		
Taxes de secteur			
Taxes spéciales			
Service de la dette	7		
Activités de fonctionnement	8		
Activités d'investissement	9		
Autres	10		
	11	7 100 511	6 568 165
SUR UNE AUTRE BASE			
Taxes, compensations et tarification			
Services municipaux			
Eau	12		
Égout	13		
Traitement des eaux usées	14	557 568	437 408
Matières résiduelles	15	3 415 222	2 806 274
Autres	16.1		
▪	16.1		
Centres d'urgence 9-1-1	17	79 988	71 100
Service de la dette	18		
Pouvoir général de taxation	19		
Activités de fonctionnement	20		
Activités d'investissement	21		
	22	4 052 778	3 314 782
Taxes d'affaires			
Sur l'ensemble de la valeur locative	23		
Autres	24		
	25		
	26	4 052 778	3 314 782
	27	11 153 289	9 882 947

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

		Réalisations	
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		2024	2023
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	28	71 931	69 200
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	29		
Compensations pour les terres publiques	30		
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	31	338 665	339 741
Cégeps et universités	32	29 090	32 128
Écoles primaires et secondaires	33	207 288	226 123
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	34		
	35	646 974	667 192
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES			
Taxes sur la valeur foncière	36	107 340	102 746
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	37	28 060	26 665
Taxes d'affaires	38		
	39	135 400	129 411
ORGANISMES MUNICIPAUX			
Taxes sur la valeur foncière	40		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	41		
	42		
AUTRES			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	43		
Autres	44		
	45		
	46	782 374	796 603

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

TRANSFERTS	Réalizations		
	2024	2023	
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT			
Administration générale	47	23 753	25 205
Sécurité publique			
Police	48		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	49		
Autres	50	19 376	33 113
Sécurité civile	51		
Autres	52		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	53	269 562	149 907
Enlèvement de la neige	54		
Autres	55		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	56		
Transport adapté	57	380 695	323 182
Transport scolaire	58		
Autres	59		
Transport aérien	60		
Transport par eau	61		
Autres	62		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	63		
Réseau de distribution de l'eau potable	64		
Traitement des eaux usées	65		
Réseaux d'égout	66	161 771	
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	67	106 343	194 464
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	68	1 000 000	1 000 000
Tri et conditionnement	69		
Autres	70	358 678	1 290 357
Autres	71		
Cours d'eau	72		
Protection de l'environnement	73		
Autres	74		

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Réalisations	
	2024	2023
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)		
Santé et bien-être		
Habitation		
Logement social	75	
Autres	76	
Sécurité du revenu	77	
Autres	78	
Aménagement, urbanisme et développement		
Aménagement, urbanisme et zonage	79	
Rénovation urbaine	80	115 230
Promotion et développement économique	81	2 281 333
Autres	82	
Loisirs et culture		
Activités récréatives	83	1 760
Activités culturelles		
Bibliothèques	84	1 510
Autres	85	
Réseau d'électricité	86	
	87	
	4 720 011	4 863 686

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Réalizations		
	2024	2023	
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	88		
Sécurité publique			
Police	89		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	90		
Autres	91		
Sécurité civile	92	63 455	
Autres	93		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	94	18 505	46 040
Enlèvement de la neige	95		
Autres	96		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	97		
Transport adapté	98		
Transport scolaire	99		
Autres	100		
Transport aérien	101		
Transport par eau	102		
Autres	103		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	104		
Réseau de distribution de l'eau potable	105		
Traitement des eaux usées	106	807 367	1 015 672
Réseaux d'égout	107		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	108		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	109		
Tri et conditionnement	110		
Autres	111	140 576	28 032
Autres	112		
Cours d'eau	113		
Protection de l'environnement	114		
Autres	115		

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Réalizations	
	2024	2023
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)		
Santé et bien-être		
Habitation		
Logement social	116	
Autres	117	
Sécurité du revenu	118	
Autres	119	
Aménagement, urbanisme et développement		
Aménagement, urbanisme et zonage	120	
Rénovation urbaine	121	
Promotion et développement économique	122	
Autres	123	
Loisirs et culture		
Activités récréatives	124	
Activités culturelles		
Bibliothèques	125	
Autres	126	
Réseau d'électricité	127	
	128	
	1 029 903	1 089 744

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Réalisations		
	2024	2023	
TRANSFERTS DE DROIT			
Regroupement municipal et réorganisation municipale	129		
Péréquation	130		
Neutralité	131		
Partage des redevances sur les ressources naturelles	132	337 657	338 459
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	133	2 102 698	1 651 550
Fonds de développement des territoires	134		
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	135		
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	136		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	137	1 572 650	1 557 627
Autres	138		
	139	4 013 005	3 547 636
TOTAL DES TRANSFERTS	140	9 762 919	9 501 066

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

SERVICES RENDUS	Réalizations		
	2024	2023	
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX			
Administration générale			
Greffe et application de la loi	141		
Évaluation	142		
Autres	143	30 695	38 420
	144	30 695	38 420
Sécurité publique			
Police	145		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	146		
Autres	147	10 784	68 848
Sécurité civile	148		
Autres	149		500
	150	10 784	69 348
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	151		
Enlèvement de la neige	152		
Autres	153		
Transport collectif	154		
Autres	155		
	156		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	157		
Réseau de distribution de l'eau potable	158		
Traitement des eaux usées	159		
Réseaux d'égout	160		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	161		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	162		
Tri et conditionnement	163		
Autres	164		
Autres	165		
Cours d'eau	166		
Protection de l'environnement	167		
Autres	168		
	169		

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)	Réalizations	
	2024	2023
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)		
Santé et bien-être		
Habitation		
Logement social	170	
Autres	171	
Autres	172	
	173	
Aménagement, urbanisme et développement		
Aménagement, urbanisme et zonage	174	
Rénovation urbaine	175	
Promotion et développement économique	176	
Autres	177	
	178	
Loisirs et culture		
Activités récréatives	179	
Activités culturelles		
Bibliothèques	180	
Autres	181	
	182	
Réseau d'électricité	183	
	184	
	41 479	107 768

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)	Réalizations		
	2024	2023	
AUTRES SERVICES RENDUS			
Administration générale			
Greffe et application de la loi	185		
Évaluation	186		
Autres	187	28 915	30 212
	188	28 915	30 212
Sécurité publique			
Police	189		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	190		
Autres	191	12 608	
Sécurité civile	192		
Autres	193	1 234	6 884
	194	13 842	6 884
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	195		
Enlèvement de la neige	196		
Autres	197	26 502	8 827
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	198		
Transport adapté	199		
Transport scolaire	200		
Autres	201		
Autres	202		
	203	26 502	8 827
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	204		
Réseau de distribution de l'eau potable	205		
Traitement des eaux usées	206	13 600	10 604
Réseaux d'égout	207		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	208		
Matières recyclables	209		
Autres	210	940 062	805 603
Cours d'eau	211		
Protection de l'environnement	212		
Autres	213		
	214	953 662	816 207

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

		Réalizations	
SERVICES RENDUS (suite)		2024	2023
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)			
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	215		
Autres	216		
Sécurité du revenu	217		
Autres	218		
	219		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	220	44 175	180 025
Rénovation urbaine	221		
Promotion et développement économique	222	90 772	31 991
Autres	223	32 595	35 586
	224	167 542	247 602
Loisirs et culture			
Activités récréatives	225	66 102	74 612
Activités culturelles			
Bibliothèques	226		
Autres	227		
	228	66 102	74 612
Réseau d'électricité			
	229		
	230	1 256 565	1 184 344
TOTAL DES SERVICES RENDUS	231	1 298 044	1 292 112

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

		Réalisations	
		2024	2023
IMPOSITION DE DROITS			
Licences et permis	232		
Droits de mutation immobilière	233		
Droits sur les carrières et sablières	234		
Autres	235	660	4 415
	236	660	4 415
AMENDES ET PÉNALITÉS		117 217	88 198
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS		531 674	295 476
AUTRES REVENUS			
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	240		
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	241		
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	242		
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	243		
Contributions des promoteurs	244		
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	245		
Contributions des organismes municipaux	246		
Autres contributions	247		
Redevances réglementaires	248	14 502	
Autres	249	244 780	123 648
	250	259 282	123 648
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION			
	251		

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES CHARGES SANS AMORTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

		Réalisations	
		2024	2023
ADMINISTRATION GÉNÉRALE			
Conseil	1	233 625	227 163
Greffé et application de la loi	2	313 096	303 409
Gestion financière et administrative	3	1 797 800	1 524 121
Évaluation	4	371 959	395 187
Gestion du personnel	5	506 286	406 026
Autres			
▪ gestion des batiments	6.1	231 105	213 694
	7	3 453 871	3 069 600
SÉCURITÉ PUBLIQUE			
Police	8		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	9		
Autres	10	1 240 290	1 216 751
Sécurité civile	11	108 514	84 490
Autres	12		
	13	1 348 804	1 301 241
TRANSPORT			
Réseau routier			
Voirie municipale	14	602 894	578 644
Enlèvement de la neige	15	342 443	351 917
Éclairage des rues	16		
Circulation et stationnement	17	379	
Transport collectif			
Transport en commun	18	441 554	382 252
Transport aérien	19		
Transport par eau	20		
Autres	21		
	22	1 387 270	1 312 813

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES CHARGES SANS AMORTISSEMENT (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

		Réalisations	
		2024	2023
HYGIÈNE DU MILIEU			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23		
Réseau de distribution de l'eau potable	24		
Traitement des eaux usées	25	482 757	384 614
Réseaux d'égout	26		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés			
Collecte et transport	27	1 875 984	1 364 088
Élimination	28	4 269 831	5 651 138
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	29		
Tri et conditionnement	30		
Matières organiques			
Collecte et transport	31		
Traitement	32		
Matériaux secs	33		
Autres	34		
Plan de gestion	35		
Autres	36		
Cours d'eau	37		
Protection de l'environnement	38		
Autres	39		
	40	6 628 572	7 399 840
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE			
Habitation			
Logement social	41	489 367	358 918
Autres	42		
Sécurité du revenu	43		
Autres	44		
	45	489 367	358 918
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT			
Aménagement, urbanisme et zonage	46	368 363	684 759
Rénovation urbaine			
Biens patrimoniaux	47		
Autres biens	48	102 773	36 453
Promotion et développement économique			
Industries et commerces	49	3 976 061	3 287 307
Tourisme	50	7 992	9 940
Autres	51		
Autres	52	89 278	3 843
	53	4 544 467	4 022 302

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES CHARGES SANS AMORTISSEMENT (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

		Réalisations	
		2024	2023
LOISIRS ET CULTURE			
Activités récréatives			
Centres communautaires	54	17 613	13 190
Patinoires intérieures et extérieures	55		
Piscines, plages et ports de plaisance	56	298 682	326 952
Parcs et terrains de jeux	57		
Parcs régionaux	58		
Expositions et foires	59		
Autres	60	55 015	43 413
	61	371 310	383 555
Activités culturelles			
Centres communautaires	62		
Bibliothèques	63		
Patrimoine			
Musées et centres d'exposition	64		
Autres ressources du patrimoine	65		
Autres	66	24 522	33 793
	67	24 522	33 793
	68	395 832	417 348
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	69		
FRAIS DE FINANCEMENT			
Dette à long terme			
Intérêts	70	377 601	217 438
Autres frais	71	48 438	9 335
Autres frais de financement			
Avantages sociaux futurs	72		
Autres	73	11 837	34 284
	74	437 876	261 057
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	75		

Compétences de nature locale

Renseignements financiers non consolidés audités

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

		2024		2023
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Fonctionnement				
Taxes	1	14 004 661	14 231 052	13 430 545
Compensations tenant lieu de taxes	2	1 055 240	1 069 888	1 172 436
Quotes-parts	3			
Transferts	4	1 929 748	4 714 406	3 834 526
Services rendus	5	1 133 338	1 756 272	1 356 824
Imposition de droits	6	603 500	820 998	951 900
Amendes et pénalités	7	52 000	57 932	61 032
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	177 600	458 120	294 674
Autres revenus	10	250 000	133 645	92 676
Effet net des opérations de restructuration	11			
	12	19 206 087	23 242 313	21 194 613
Investissement				
Taxes	13			
Quotes-parts	14			
Transferts	15		6 256 949	1 469 490
Imposition de droits	16			
Autres revenus				
Contributions des promoteurs	17			
Autres	18			41 811
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19		552 495	181 587
Effet net des opérations de restructuration	20			
	21		6 809 444	1 692 888
	22	19 206 087	30 051 757	22 887 501
Charges				
Administration générale	23	2 960 903	2 951 448	2 651 509
Sécurité publique	24	1 719 317	3 597 182	1 913 763
Transport	25	2 960 251	2 240 099	2 228 389
Hygiène du milieu	26	2 418 314	2 085 275	1 899 414
Santé et bien-être	27	358 400	352 046	2 401 404
Aménagement, urbanisme et développement	28	557 908	694 634	780 678
Loisirs et culture	29	5 092 888	5 269 375	4 377 090
Réseau d'électricité	30			
Frais de financement	31	1 412 599	1 355 227	1 119 964
Effet net des opérations de restructuration	32			
	33	17 480 580	18 545 286	17 372 211
Excédent (déficit) lié aux activités	34	1 725 507	11 506 471	5 515 290

Note : les charges ne comprennent pas l'amortissement des immobilisations corporelles.

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

		2024		2023
		Budget	Réalisations	Réalisations
Excédent (déficit) lié aux activités	1	1 725 507	11 506 471	5 515 290
Moins : revenus d'investissement	2 (	)	(6 809 444)	(1 692 888)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	1 725 507	4 697 027	3 822 402
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés				
Amortissement	4			
Produit de cession	5	5 000	2 000	287 446
(Gain) perte sur cession	6			
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8	5 000	2 000	287 446
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12	800 000	601 799	518 500
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15	800 000	601 799	518 500
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17 (	1 882 142)	(1 936 233)	(1 944 400)
	18	(1 882 142)	(1 936 233)	(1 944 400)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	150 267)	(588 538)	(409 251)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			
Excédent de fonctionnement affecté	21	398 192	422 054	479 230
Réserves financières et fonds réservés	22	(896 290)	(125 893)	(21 744)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(648 365)	(292 377)	48 235
	26	(1 725 507)	(1 624 811)	(1 090 219)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		3 072 216	2 732 183

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

		2024	2023
		Réalisations	Réalisations
Revenus d'investissement	1	6 809 444	1 692 888
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés			
Acquisition d'immobilisations corporelles			
Administration générale	2 (	138 409)(	255 892)
Sécurité publique	3 (	615 003)(	54 108)
Transport	4 (	1 455 485)(	2 266 456)
Hygiène du milieu	5 (	2 742 361)(	1 522 911)
Santé et bien-être	6 (	)(	)
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	870 660)(	348 386)
Loisirs et culture	8 (	1 784 445)(	824 967)
Réseau d'électricité	9 (	)(	)
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 (	)(	)
	11 (	7 606 363)(	5 272 720)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	12 (	)(	)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	13 (	808 086)(	181 587)
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	14	2 331 342	2 749 456
Affectations			
Activités de fonctionnement	15	588 538	409 251
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	16		
Excédent de fonctionnement affecté	17	34 680	102 938
Réserves financières et fonds réservés	18	58 349	31 496
	19	681 567	543 685
	20	(5 401 540)	(2 161 166)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	1 407 904	(468 278)

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

		2024		2023
		Budget	Réalisations	Réalisations
Rémunération				
Liée au programme Accès entreprise Québec	1			
Autre	2	6 400 238	6 294 301	5 819 914
Charges sociales				
Liées au programme Accès entreprise Québec	3			
Autres	4	1 532 299	1 419 890	1 360 832
Biens et services				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	5			
Ententes de services				
Services de transport collectif	6			
Autres services	7			
Autres biens et services	8	7 269 885	8 651 359	4 938 955
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	9	762 132	720 440	562 311
D'autres organismes municipaux	10			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11	626 702	626 702	528 059
D'autres tiers	12			
Autres frais de financement	13	23 765	8 085	29 594
Contributions				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	14			
Transferts	15			
Autres	16	61 442	39 422	195 000
Autres				
Transferts	17			
Autres	18	804 117	785 087	3 937 546
Amortissement				
Immobilisations corporelles	19			
Actifs incorporels achetés	20			
Autres				
▪	21.1			
	22	17 480 580	18 545 286	17 372 211

Note

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

		2024	2023
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	3 245 170	2 523 434
Excédent de fonctionnement affecté	2	6 298 611	4 404 865
Réserves financières et fonds réservés	3	906 381	713 967
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	)	)
Financement des investissements en cours	5	(2 299 236)	(3 782 236)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6		
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8		

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent de fonctionnement affecté

▪	9.1	6 298 611	4 404 865
	10	6 298 611	4 404 865

Réserves financières et fonds réservés

Réserves financières			
▪	11.1		
	12		
Fonds réservés			
Fonds de roulement	13	395 224	305 683
Solde disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme	14	491 257	393 284
Montant non réservé	15		
Fonds local d'investissement	16		
Fonds local de solidarité	17		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	18	19 900	15 000
Autres			
▪	19.1		
	20	906 381	713 967
	21	906 381	713 967

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

	2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	22 (	)(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	23 (	)(
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	24 (	)(
Mesure d'allègement pour la COVID-19	25 (	)(
Autres	26 (	)(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	27 (	)(
	28 (	)(
Assainissement des sites contaminés	29 (	)(
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	30 (	)(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	31 (	)(
Autres		
▪	32.1 (	)(
	33 (	)(
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	34 (	)(
Utilisation du fonds de roulement	35 (	)(
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	36 (	)(
Utilisation du fonds de roulement	37 (	)(
Autres		
▪	38.1 (	)(
	39 (	)(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	40 (	)(
Mesure relative à la COVID-19	41 (	)(
Frais d'émission de la dette à long terme	42 (	)(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	43 (	)(
Autres		
▪	44.1 (	)(
	45 (	)(

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

		2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Éléments présentés à l'encontre des DCTP			
Financement des activités de fonctionnement	46		
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	47		
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	48		
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	49		
Autres			
▪	50.1		
	51		
	52	()	()
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	53	101 315	
Investissements à financer	54	(2 400 551)	(3 782 236)
	55	(2 299 236)	(3 782 236)

Compétences de nature locale

Renseignements financiers non consolidés non audités

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

TAXES		Réalizations	
		2024	2023
SUR LA VALEUR FONCIÈRE			
Taxes générales			
Taxe foncière générale	1	11 801 753	11 094 444
Taxes spéciales			
Service de la dette	2		
Activités de fonctionnement	3		
Activités d'investissement	4		
Réserve financière pour le service de l'eau	5		
Réserve financière pour le service de la voirie	6		
Taxes de secteur			
Taxes spéciales			
Service de la dette	7	72 373	68 408
Activités de fonctionnement	8		
Activités d'investissement	9		
Autres	10		
	11	11 874 126	11 162 852
SUR UNE AUTRE BASE			
Taxes, compensations et tarification			
Services municipaux			
Eau	12	1 421 071	1 343 371
Égout	13	554 870	552 311
Traitement des eaux usées	14	1 453	
Matières résiduelles	15		
Autres			
▪	16.1	20 225	
Centres d'urgence 9-1-1	17		
Service de la dette	18	359 307	372 011
Pouvoir général de taxation	19		
Activités de fonctionnement	20		
Activités d'investissement	21		
	22	2 356 926	2 267 693
Taxes d'affaires			
Sur l'ensemble de la valeur locative	23		
Autres	24		
	25		
	26	2 356 926	2 267 693
	27	14 231 052	13 430 545

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

		Réalizations	
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		2024	2023
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	28	79 640	79 453
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	29		
Compensations pour les terres publiques	30		
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	31	513 104	555 190
Cégeps et universités	32	44 572	53 168
Écoles primaires et secondaires	33	302 453	357 577
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	34		
	35	939 769	1 045 388
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES			
Taxes sur la valeur foncière	36	123 435	120 441
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	37	6 684	6 607
Taxes d'affaires	38		
	39	130 119	127 048
ORGANISMES MUNICIPAUX			
Taxes sur la valeur foncière	40		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	41		
	42		
AUTRES			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	43		
Autres	44		
	45		
	46	1 069 888	1 172 436

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

TRANSFERTS	Réalisations		
	2024	2023	
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT			
Administration générale	47	34 180	36 270
Sécurité publique			
Police	48		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	49		
Autres	50		
Sécurité civile	51	2 093 796	354 642
Autres	52		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	53	419 314	288 266
Enlèvement de la neige	54		
Autres	55		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	56		
Transport adapté	57		
Transport scolaire	58		
Autres	59		
Transport aérien	60		
Transport par eau	61		
Autres	62		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	63		
Réseau de distribution de l'eau potable	64	395 963	272 553
Traitement des eaux usées	65		
Réseaux d'égout	66	32 814	22 525
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	67		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	68		
Tri et conditionnement	69		
Autres	70		
Autres	71		
Cours d'eau	72		
Protection de l'environnement	73		
Autres	74		

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Réalisations	
	2024	2023
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)		
Santé et bien-être		
Habitation		
Logement social	75	2 114 843
Autres	76	
Sécurité du revenu	77	
Autres	78	
Aménagement, urbanisme et développement		
Aménagement, urbanisme et zonage	79	(12 140)
Rénovation urbaine	80	32 973
Promotion et développement économique	81	
Autres	82	
Loisirs et culture		
Activités récréatives	83	434 847
Activités culturelles		233 275
Bibliothèques	84	
Autres	85	305 595
Réseau d'électricité	86	261 457
	87	
	3 704 369	3 616 804

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Réalisations		
	2024	2023	
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	88	41 286	150 000
Sécurité publique			
Police	89		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	90		
Autres	91		
Sécurité civile	92	1 788 315	
Autres	93		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	94	1 024 625	206 587
Enlèvement de la neige	95		
Autres	96		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	97		
Transport adapté	98		
Transport scolaire	99		
Autres	100		
Transport aérien	101		
Transport par eau	102		
Autres	103		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	104	1 815 948	113 433
Réseau de distribution de l'eau potable	105		
Traitement des eaux usées	106		
Réseaux d'égout	107		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	108		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	109		
Tri et conditionnement	110		
Autres	111		
Autres	112		
Cours d'eau	113		
Protection de l'environnement	114		
Autres	115		

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Réalisations		
	2024	2023	
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)			
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	116		
Autres	117		
Sécurité du revenu	118		
Autres	119		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	120		
Rénovation urbaine	121		
Promotion et développement économique	122	870 660	348 386
Autres	123		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	124	716 115	651 084
Activités culturelles			
Bibliothèques	125		
Autres	126		
Réseau d'électricité	127		
	128	6 256 949	1 469 490

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Réalizations		
		2024	2023
TRANSFERTS DE DROIT			
Regroupement municipal et réorganisation municipale	129		
Péréquation	130	266 751	12 635
Neutralité	131		
Partage des redevances sur les ressources naturelles	132		
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	133		
Fonds de développement des territoires	134		
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	135		
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	136	682 126	205 087
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	137		
Autres	138	61 160	
	139	1 010 037	217 722
TOTAL DES TRANSFERTS	140	10 971 355	5 304 016

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

SERVICES RENDUS	Réalizations		
	2024	2023	
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX			
Administration générale			
Greffes et application de la loi	141		
Évaluation	142		
Autres	143	65 402	63 734
	144	65 402	63 734
Sécurité publique			
Police	145		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	146		
Autres	147		
Sécurité civile	148		
Autres	149		
	150		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	151		
Enlèvement de la neige	152		
Autres	153		
Transport collectif	154		
Autres	155		
	156		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	157		
Réseau de distribution de l'eau potable	158		
Traitement des eaux usées	159		
Réseaux d'égout	160		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	161		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	162		
Tri et conditionnement	163		
Autres	164		
Autres	165		
Cours d'eau	166		
Protection de l'environnement	167		
Autres	168		
	169		

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)	Réalizations	
	2024	2023
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)		
Santé et bien-être		
Habitation		
Logement social	170	
Autres	171	
Autres	172	
	173	
Aménagement, urbanisme et développement		
Aménagement, urbanisme et zonage	174	
Rénovation urbaine	175	
Promotion et développement économique	176	
Autres	177	
	178	
Loisirs et culture		
Activités récréatives	179	
Activités culturelles		
Bibliothèques	180	
Autres	181	
	182	
Réseau d'électricité	183	
	184	
	65 402	63 734

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)	Réalizations		
	2024	2023	
AUTRES SERVICES RENDUS			
Administration générale			
Greffe et application de la loi	185		
Évaluation	186		
Autres	187	27 782	30 212
	188	27 782	30 212
Sécurité publique			
Police	189		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	190		
Autres	191		
Sécurité civile	192		
Autres	193	8 153	67 705
	194	8 153	67 705
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	195	247 794	206 577
Enlèvement de la neige	196		
Autres	197		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	198		
Transport adapté	199		
Transport scolaire	200		
Autres	201		
Autres	202		
	203	247 794	206 577
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	204		
Réseau de distribution de l'eau potable	205	215 800	119 750
Traitement des eaux usées	206	24 472	19 832
Réseaux d'égout	207		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	208		
Matières recyclables	209		
Autres	210		
Cours d'eau	211		
Protection de l'environnement	212		
Autres	213		
	214	240 272	139 582

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)	Réalisations		
	2024	2023	
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)			
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	215		
Autres	216		
Sécurité du revenu	217		
Autres	218		
	219		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	220	475	100
Rénovation urbaine	221		
Promotion et développement économique	222		
Autres	223		
	224	475	100
Loisirs et culture			
Activités récréatives	225	1 081 225	822 212
Activités culturelles			
Bibliothèques	226	48 902	
Autres	227	36 267	26 702
	228	1 166 394	848 914
Réseau d'électricité	229		
	230	1 690 870	1 293 090
TOTAL DES SERVICES RENDUS	231	1 756 272	1 356 824

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE
Non audité

		Réalizations	
		2024	2023
IMPOSITION DE DROITS			
Licences et permis	232	109 642	106 452
Droits de mutation immobilière	233	711 356	845 448
Droits sur les carrières et sablières	234		
Autres	235		
	236	820 998	951 900
AMENDES ET PÉNALITÉS			
	237	57 932	61 032
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE			
	238		
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS			
	239	458 120	294 674
AUTRES REVENUS			
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	240		
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	241		
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	242		
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	243		
Contributions des promoteurs	244		
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	245		
Contributions des organismes municipaux	246		
Autres contributions	247		41 811
Redevances réglementaires	248	14 503	
Autres	249	119 142	92 676
	250	133 645	134 487
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION			
	251		

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES CHARGES SANS AMORTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

		Réalisations	
		2024	2023
ADMINISTRATION GÉNÉRALE			
Conseil	1	244 505	242 893
Greffé et application de la loi	2	267 512	263 948
Gestion financière et administrative	3	1 722 788	1 524 952
Évaluation	4		
Gestion du personnel	5	493 042	406 024
Autres			
▪ Gestion des batiments et véhicules	6.1	223 601	213 692
	7	2 951 448	2 651 509
SÉCURITÉ PUBLIQUE			
Police	8	1 647 513	1 555 563
Sécurité incendie			
Premiers répondants	9		
Autres	10		
Sécurité civile	11	1 883 196	256 404
Autres	12	66 473	101 796
	13	3 597 182	1 913 763
TRANSPORT			
Réseau routier			
Voirie municipale	14	1 118 846	1 074 622
Enlèvement de la neige	15	1 055 282	1 084 478
Éclairage des rues	16	65 268	69 289
Circulation et stationnement	17	703	
Transport collectif			
Transport en commun	18		
Transport aérien	19		
Transport par eau	20		
Autres	21		
	22	2 240 099	2 228 389

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES CHARGES SANS AMORTISSEMENT (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

		Réalisations	
		2024	2023
HYGIÈNE DU MILIEU			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	698 327	591 757
Réseau de distribution de l'eau potable	24	832 562	714 323
Traitement des eaux usées	25		
Réseaux d'égout	26	554 386	593 334
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés			
Collecte et transport	27		
Élimination	28		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	29		
Tri et conditionnement	30		
Matières organiques			
Collecte et transport	31		
Traitement	32		
Matériaux secs	33		
Autres	34		
Plan de gestion	35		
Autres	36		
Cours d'eau	37		
Protection de l'environnement	38		
Autres	39		
	40	2 085 275	1 899 414
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE			
Habitation			
Logement social	41	82 397	2 187 104
Autres	42		
Sécurité du revenu	43		
Autres	44	269 649	214 300
	45	352 046	2 401 404
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT			
Aménagement, urbanisme et zonage	46	564 634	585 678
Rénovation urbaine			
Biens patrimoniaux	47		
Autres biens	48		
Promotion et développement économique			
Industries et commerces	49		
Tourisme	50		
Autres	51	130 000	195 000
Autres	52		
	53	694 634	780 678

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES CHARGES SANS AMORTISSEMENT (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

		Réalisations	
		2024	2023
LOISIRS ET CULTURE			
Activités récréatives			
Centres communautaires	54	938 361	791 486
Patinoires intérieures et extérieures	55	1 206 396	1 057 299
Piscines, plages et ports de plaisance	56	136	594
Parcs et terrains de jeux	57	914 289	696 187
Parcs régionaux	58		
Expositions et foires	59	15 261	14 050
Autres	60	1 247 309	1 057 929
	61	4 321 752	3 617 545
Activités culturelles			
Centres communautaires	62	30 968	17 838
Bibliothèques	63	371 120	234 300
Patrimoine			
Musées et centres d'exposition	64		
Autres ressources du patrimoine	65	242 946	208 186
Autres	66	302 589	299 221
	67	947 623	759 545
	68	5 269 375	4 377 090
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ			
	69		
FRAIS DE FINANCEMENT			
Dette à long terme			
Intérêts	70	1 270 806	1 063 536
Autres frais	71	76 336	26 834
Autres frais de financement			
Avantages sociaux futurs	72		
Autres	73	8 085	29 594
	74	1 355 227	1 119 964
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION			
	75		

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Table des matières

Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles consolidées	3
Analyse de la dette à long terme consolidée	4
Endettement total net à long terme consolidé	5
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	6

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles non consolidées par objets	8
Analyse de la rémunération non consolidée	9
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Rémunération des élus	12

Autres renseignements

Questionnaire	13
---------------	----

Autres renseignements financiers non consolidés non audités ventilés par compétences

Compétences d'agglomération	
Acquisition d'immobilisations corporelles non consolidées par catégories	21
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles non consolidées	22
Questionnaire	23
Compétences de nature locale	
Acquisition d'immobilisations corporelles non consolidées par catégories	25
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles non consolidées	26
Analyse de la charge de quotes-parts non consolidée	27

Autres renseignements financiers consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Infrastructures				
	1			
Conduites d'eau potable	2	738 369	738 369	26 027
Usines de traitement de l'eau potable	3	2 280 564	2 280 564	1 584 498
Usines et bassins d'épuration	4			87 408
Conduites d'égout	5			
Sites d'enfouissement et incinérateurs	6	1 444 054	1 444 054	1 432 369
Chemins, rues, routes et trottoirs	7			
Ponts, tunnels et viaducs	8			22 821
Systèmes d'éclairage des rues	9			
Aires de stationnement	10	545 286	545 286	136 359
Parcs et terrains de jeux	11	1 489 406	1 489 406	1 173 310
Autres infrastructures	12			
Réseau d'électricité				
Bâtiments				
	13	283 048	283 048	504 212
Édifices administratifs	14	418 954	418 954	184 967
Édifices communautaires et récréatifs	15	10 667	10 667	38 018
Améliorations locatives				
Véhicules				
	16			
Véhicules de transport en commun	17	349 640	349 640	476 385
Autres	18		532	89 405
Ameublement et équipement de bureau	19	1 123 252	1 126 997	1 822 015
Machinerie, outillage et équipement divers	20	12 664	12 664	513 120
Terrains	21		34 449	457
Autres	22	8 695 904	8 734 630	8 091 371

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES**
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	1			
Usines de traitement de l'eau potable	2	738 369	738 369	26 027
Usines et bassins d'épuration	3	2 280 564	2 280 564	1 584 498
Conduites d'égout	4			87 408
Autres infrastructures	5	3 478 746	3 478 746	
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	6			
Usines de traitement de l'eau potable	7			
Usines et bassins d'épuration	8			
Conduites d'égout	9			
Autres infrastructures	10			2 764 859
Autres immobilisations corporelles	11	2 198 225	2 236 951	3 628 579
	12	8 695 904	8 734 630	8 091 371

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2	249 109	32 336	25 877	255 568
Réserves financières et fonds réservés	3	397 374	180 500	30 549	547 325
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	1 003 952	1 278 519	980 927	1 301 544
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	29 276 461	1 025 104	1 495 184	28 806 381
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	30 926 896	2 516 459	2 532 537	30 910 818
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	19 691 147	2 792 000	1 233 183	21 249 964
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13	19 691 147	2 792 000	1 233 183	21 249 964
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14				
	15	19 691 147	2 792 000	1 233 183	21 249 964
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16	716 311		7 770	708 541
Autres	17	209 489	7 770		217 259
	18	20 616 947	2 799 770	1 240 953	22 175 764
	19	51 543 843	5 316 229	3 773 490	53 086 582
Dette en cours de refinancement	20 (	)		(	)
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	51 543 843	5 316 229	3 773 490	53 086 582

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>		Compétences de nature locale	Compétences d'agglomération	Portrait global
Administration municipale				
Dette à long terme	1	43 553 724	9 532 858	53 086 582
Ajouter				
Activités d'investissement à financer	2	2 168 720	723 476	2 892 196
Activités de fonctionnement à financer	3			
Dette en cours de refinancement	4			
Autres				
▪	5.1			
Déduire				
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme				
Excédent accumulé				
Fonds d'amortissement	6			
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	746 826	56 064	802 890
Débiteurs	8	17 884 593	3 366 380	21 250 973
Autres montants	9		925 800	925 800
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	101 314		101 314
Autres				
▪	11.1			
Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	26 989 711	5 908 090	32 897 801
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats				
	13	4 579		4 579
Endettement net à long terme	14	26 994 290	5 908 090	32 902 380
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes				
Municipalité régionale de comté	15			
Communauté métropolitaine	16			
Autres organismes	17			
Endettement total net à long terme	18	26 994 290	5 908 090	32 902 380
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19			
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20			
	21			
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	26 994 290		
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23			
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus, et à la ligne 18, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	24			

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Administration générale				
Greffes et application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3			
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5			
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9			
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12			
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Habitation	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20			
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité	24			
		25		

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		2024	2023
Rémunération	1	10 685	64 438
Charges sociales	2	3 009	11 560
Biens et services	3	8 682 210	8 013 331
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	8 695 904	8 089 329

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	46,00	35,00	83 720,00	4 563 267	997 834	5 561 101
Professionnels	2	14,00	35,00	25 480,00	972 340	249 191	1 221 531
Cols blancs	3	28,00	32,00	46 592,00	1 421 886	369 801	1 791 687
Cols bleus	4	75,00	36,50	142 350,00	4 286 747	969 519	5 256 266
Policiers	5						
Pompiers	6	10,50	4,00	19 341,00	573 275	90 729	664 004
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	173,50		317 483,00	11 817 515	2 677 074	14 494 589
Élus	9	8,00			280 745	67 242	347 987
	10	181,50			12 098 260	2 744 316	14 842 576

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	1	380 695				380 695
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2		1 815 948			1 815 948
Réseau de distribution de l'eau potable	3	395 963				395 963
Traitement des eaux usées	4					
Réseaux d'égout	5	194 585	807 368			1 001 953
Autres	6	10 465 295	4 663 538	2 010 889		17 139 722
	7	11 436 538	7 286 854	2 010 889		20 734 281

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		2024	2023
Administration générale			
Greffes et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	52 248	124 085
	4	52 248	124 085
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	6		
Autres	7	75 069	27 741
Sécurité civile	8	112 978	66 601
Autres	9	6 865	12 044
	10	194 912	106 386
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	11	883 100	634 657
Enlèvement de la neige	12	2 564	5 469
Autres	13		
Transport collectif	14		
Autres	15		
	16	885 664	640 126
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	17	251 393	224 762
Réseau de distribution de l'eau potable	18	67 426	72 488
Traitement des eaux usées	19		
Réseaux d'égout	20	56 519	48 487
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	21	23 084	17 174
Matières recyclables	22		
Autres	23		
Cours d'eau	24		
Protection de l'environnement	25		
Autres	26		
	27	398 422	362 911
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	28		
Autres	29		
Sécurité du revenu	30		
Autres	31		
	32		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	33		
Rénovation urbaine	34		123
Promotion et développement économique	35	19 586	5 465
Autres	36		
	37	19 586	5 588
Loisirs et culture			
Activités récréatives	38	242 270	141 930
Activités culturelles			
Bibliothèques	39		
Autres	40		
	41	242 270	141 930
Réseau d'électricité			
	42		
	43	1 793 102	1 381 026

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>		Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
			Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Arseneau Benoit	1.1	Conseiller	19 790	8 938		
Burke Gordon	1.2	Conseiller	914	413		
Chevarie Roger	1.3	Conseiller	19 790	8 938		
Davies Davia-Joy	1.4	Conseiller	7 540	3 405		
Lafrance Hugues	1.5	Maire suppléant	21 369	8 938		
Lebel Johanne	1.6	Conseiller	5 877	2 654		
Leblanc Richard	1.7	Conseiller	12 518	4 809		
Painchaud Georges	1.8	Conseiller	5 169	2 335		
Richard Bernard	1.9	Conseiller	5 877	2 654		
Richard Gaetan	1.10	Conseiller	8 667	3 914		
Valiquette Antonin	1.11	Maire	89 813	19 379		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité**OUI****NON**

1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre

1 1 500 000 \$

Les questions 2 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités locales seulement

2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?

2 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

3 \$

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?

4 ☐ ☒

4. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille

5 \$

Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement

6 4 175 \$

Ligne 3 : Autres revenus

7 231 \$

Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille

8 \$

Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value

9 \$

Ligne 7 : Autres créances douteuses

10 \$

Ligne 9 : Autres charges

11 \$

Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie

12 \$

Ligne 13 : Placements de portefeuille

13 \$

Ligne 14 : Débiteurs

14 \$

Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement

15 29 959 \$

Ligne 16 : Provision pour moins-value

16 \$

Ligne 19 : Créanciers et charges à payer

17 \$

Ligne 20 : Revenus reportés

18 \$

Ligne 21 : Dette à long terme

19 217 259 \$

Ligne 24 : Libres

20 187 300 \$

Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts

21 \$

Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts

22 \$

Montant des pardons de prêts constatés

Solde cumulatif au début de l'exercice

23 \$

Constatés au cours de l'exercice

24 \$

Solde cumulatif à la fin de l'exercice

25 \$

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

5. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	26	_____	\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	27	_____	\$
Ligne 3 : Autres revenus	28	_____	\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	29	_____	\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	30	_____	\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	31	_____	\$
Ligne 9 : Autres charges	32	_____	\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	33	_____	\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	34	_____	\$
Ligne 14 : Débiteurs	35	_____	\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	36	_____	\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	37	_____	\$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	38	_____	\$
Ligne 20 : Revenus reportés	39	_____	\$
Ligne 21 : Dette à long terme	40	_____	\$
Ligne 24 : Libres	41	_____	\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	42	_____	\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	43	_____	\$

Les questions 6 à 15 s'appliquent aux municipalités locales seulement

6. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :

- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU.

44 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

45 _____ \$

- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.

46 ☒ ☐

Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2024

47 _____ 163 871 \$

- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).

48 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

49 _____ \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).

50 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

51 _____ \$

Si oui, pour chaque redevance exigée, indiquer l'assiette, le montant de la redevance et le numéro de règlement :

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

- e) le pouvoir d'imposer une taxe basée sur la valeur de tout immeuble comportant un logement vacant ou sous-utilisé à des fins d'habitation en vertu de l'article 500.5.1 LCV (1000.5.1 CM).

52 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

53 _____ \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

7. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?

54 ☐ ☒

Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

55 ☐ ☐

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

8. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :

- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

56 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

57 _____ \$

- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

58 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

59 _____ \$

Si oui, pour chaque contribution perçue, indiquer le montant de la contribution et le numéro de règlement :

9. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?

60 ☐ ☒

Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :

- a) crédits de taxes

61 _____ \$

- b) autres formes d'aide

62 _____ \$

10. La municipalité a-t-elle conclu avec toute autre municipalité locale une entente relative au partage de certains revenus en vertu de l'article 95.2 LCM?

63 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

64 _____ \$

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

11. La municipalité établit-elle un taux particulier à la catégorie des terrains vagues desservis supérieur au double du taux de base en vertu de l'article 244.49 LFM? 65 ☐ ☒
- Si oui, octroie-t-elle un crédit de taxe aux personnes ayant acquis, par succession, la propriété d'un terrain vague desservi ou d'une part indivise de celui-ci en vertu des articles 253.1 à 253.4 LFM? 66 ☐ ☐
- Si oui, indiquer le montant total crédité en 2024 67 _____ \$
12. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2024
- Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2024 68 \$
13. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2024 dans le cadre du *Volet entretien* du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD 69 _____ 458 981 \$
- Total des frais encourus admissibles au volet Entretien :
- a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 70 _____ 97 702 \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été
 - Systèmes de sécurité 71 _____ 20 183 \$
 - Chaussées pavées - entretien préventif 72 _____ 356 169 \$
 - Chaussées pavées - entretien palliatif 73 _____ \$
 - Chaussées en gravier - entretien préventif 74 _____ 3 010 \$
 - Chaussées en gravier - entretien palliatif 75 _____ \$
 - Systèmes de drainage 76 _____ \$
 - Abords de routes 77 _____ 14 302 \$
 - Total des dépenses relatives à l'entretien d'été 78 _____ 393 664 \$
- b) Dépenses d'investissement
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 79 _____ \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été 80 _____ \$
- c) Total des frais encourus admissibles 81 _____ 491 366 \$
- d) Description des dépenses d'investissement
- Relatives à l'entretien d'hiver :
 - Relatives à l'entretien d'été :
- e) Si le total des frais encourus à la ligne 81 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2024 (ligne 69), veuillez fournir les justifications :
- f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 78 et 80), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2024 (ligne 69), veuillez en fournir les explications :

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution 82 CM2412-1077

b) Date d'adoption de la résolution 83 2024-12-10

14. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*?

84 ☒ ☐

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

a) Numéro de la résolution 85 R2410-1416

b) Date d'adoption de la résolution 86 2024-10-08

15. Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)

Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année

a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2) 87 _____

b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3) 88 _____

Examens par un médecin vétérinaire, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens, au cours de l'année

c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire (art. 5) 89 _____

d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique (art. 8) 90 _____

e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure (art. 9) 91 1

f) Nombre de chiens euthanasiés parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves (art. 10) 92 _____

g) Nombre de chiens euthanasiés puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient (art. 11) 93 1

Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens

h) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité, peu importe leur poids (art. 16) 94 1 199

i) Nombre total de chiens dont le poids est de plus 20 kg, enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) 95 _____

j) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) 96 _____

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Règlement

- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement?

97

☐☒

La question 16 s'applique aux MRC seulement

Annexe
Autres renseignements financiers non consolidés
non audités ventilés par compétences

Compétences d'agglomération

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

		Réalisations	
		2024	2023
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1		
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3	303 555	1 584 498
Conduites d'égout	4		
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	217 927	
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8		
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10		
Autres infrastructures	11		
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13	136 580	445 293
Édifices communautaires et récréatifs	14		
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	84 773	476 385
Ameublement et équipement de bureau	18		
Machinerie, outillage et équipement divers	19	346 708	310 431
Terrains	20		
Autres	21		
	22	1 089 543	2 816 607

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES**
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

		Réalizations	
		2024	2023
Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	1		
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3	303 555	1 584 498
Conduites d'égout	4		
Autres infrastructures	5	217 927	
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	6		
Usines de traitement de l'eau potable	7		
Usines et bassins d'épuration	8		
Conduites d'égout	9		
Autres infrastructures	10		
Autres immobilisations corporelles	11	568 061	1 232 109
	12	1 089 543	2 816 607

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION**Non audité****OUI****NON**

- | | | |
|--|----|--|
| 1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre | 1 | 450 000 \$ |
| 2. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)? | 2 | <div style="display: flex; justify-content: space-around; align-items: center;"> <div style="border: 1px solid black; width: 30px; height: 20px;"></div> <div style="border: 1px solid black; width: 30px; height: 20px; text-align: center;">X</div> </div> |
| Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice : | | |
| a) crédits de taxes | 3 | _____ \$ |
| b) autres formes d'aide | 4 | _____ \$ |
| 3. La municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières? | 5 | <div style="display: flex; justify-content: space-around; align-items: center;"> <div style="border: 1px solid black; width: 30px; height: 20px;"></div> <div style="border: 1px solid black; width: 30px; height: 20px; text-align: center;">X</div> </div> |
| Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024 | 6 | _____ \$ |
| 4. La municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières? | 7 | <div style="display: flex; justify-content: space-around; align-items: center;"> <div style="border: 1px solid black; width: 30px; height: 20px;"></div> <div style="border: 1px solid black; width: 30px; height: 20px; text-align: center;">X</div> </div> |
| 5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant le pouvoir visé à l'article 500.6 LCV (1000.6 CM) lui permettant d'imposer des redevances réglementaires en vertu de l'article 99.2 LECCM? | 8 | <div style="display: flex; justify-content: space-around; align-items: center;"> <div style="border: 1px solid black; width: 30px; height: 20px; text-align: center;">X</div> <div style="border: 1px solid black; width: 30px; height: 20px;"></div> </div> |
| Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024 | 9 | 14 502 \$ |
| 6. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu de l'article 99.1.1 LECCM : | | |
| a) visées par le paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? | 10 | <div style="display: flex; justify-content: space-around; align-items: center;"> <div style="border: 1px solid black; width: 30px; height: 20px;"></div> <div style="border: 1px solid black; width: 30px; height: 20px; text-align: center;">X</div> </div> |
| Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024 | 11 | _____ \$ |
| Si oui, pour chaque contribution perçue, indiquer le montant de la contribution, les municipalités liées par l'entente et le numéro de règlement : | | |

Compétences de nature locale

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

		Réalizations	
		2024	2023
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1	738 369	26 027
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3	1 977 009	
Conduites d'égout	4		87 406
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	1 226 127	1 432 369
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8		22 821
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10	545 286	136 359
Autres infrastructures	11	1 489 406	1 173 310
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13	146 468	58 921
Édifices communautaires et récréatifs	14	418 954	184 967
Améliorations locatives	15	10 667	38 018
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	264 869	
Ameublement et équipement de bureau	18		88 528
Machinerie, outillage et équipement divers	19	776 544	1 510 874
Terrains	20	12 664	513 120
Autres	21		
	22	7 606 363	5 272 720

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES**
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

		Réalizations	
		2024	2023
Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	1	738 369	26 027
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3	1 977 009	
Conduites d'égout	4		87 406
Autres infrastructures	5	3 260 819	2 764 859
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	6		
Usines de traitement de l'eau potable	7		
Usines et bassins d'épuration	8		
Conduites d'égout	9		
Autres infrastructures	10		
Autres immobilisations corporelles	11	1 630 166	2 394 428
	12	7 606 363	5 272 720

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

		Réalisations	
		2024	2023
Administration générale			
Greffes et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3		
Sécurité publique			
Police	4		
Sécurité incendie	5		
Sécurité civile	6		
Autres	7		
Transport			
Réseau routier	8		
Transport collectif	9		
Autres	10		
Hygiène du milieu			
Eau et égout	11		
Matières résiduelles	12		
Cours d'eau	13		
Protection de l'environnement	14		
Autres	15		
Santé et bien-être			
Habitation	16		
Autres	17		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	18		
Rénovation urbaine	19		
Promotion et développement économique	20		
Autres	21		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	22		
Activités culturelles	23		
Réseau d'électricité	24		
	25		

Ventilation des dépenses mixtes

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Table des matières

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants sur la ventilation des dépenses mixtes	1
Ventilation des dépenses mixtes par compétences	3
Notes complémentaires	4

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LA VENTILATION DES DÉPENSES MIXTES

Aux membres du conseil municipal de la
Municipalité des Îles-de-la-Madeleine

Opinion

Nous avons effectué l'audit du tableau de ventilation des dépenses mixtes par compétences de la Municipalité des Îles-de-la-Madeleine (ci-après « la municipalité ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024, ainsi que des notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables (appelé collectivement ci-après le « tableau »).

À notre avis, le tableau a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément au règlement A-2006-01 adopté par le conseil d'agglomération le 14 mars 2006 (ci-après les « exigences réglementaires »).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit du tableau » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la municipalité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit du tableau au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Observations – référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la note 2 afférente au tableau, qui décrit le référentiel comptable appliqué. Le tableau a été préparé afin de permettre à l'agglomération de répondre aux exigences de l'article 70 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations*. En conséquence, il est possible que le tableau ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard du tableau

La direction est responsable de l'établissement du tableau conformément aux exigences réglementaires, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement d'un tableau exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la municipalité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit du tableau

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LA VENTILATION DES DÉPENSES MIXTES

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que le tableau est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs du tableau prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que le tableau comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la municipalité;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Restriction à la diffusion et à l'utilisation

Notre rapport est destiné uniquement à la municipalité et au MAMH et ne devrait pas être diffusé à d'autres parties ou utilisé par d'autres parties.

[Original signé par]

Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.R.L.
CPA auditrice, permis de comptabilité publique no A128114
Cap-aux-Meules, le 15 septembre 2025

VENTILATION DES DÉPENSES MIXTES PAR COMPÉTENCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024					2023	
		Compétences d'agglomération		Compétences de nature locale		Éliminations	Total	
		Budget	Réalisations	Budget	Réalisations	Réalisations	Budget	Réalisations
								Réalisations
Dépenses								
Administration générale	1	2 645 563	2 838 974	2 705 788	2 731 298		5 351 351	5 570 272
Sécurité publique	2							
Transport	3	1 245 183	945 337	2 890 202	2 174 127		4 135 385	3 119 464
Hygiène du milieu	4							
Santé et bien-être	5							
Aménagement, urbanisme et développement	6							
Loisirs et culture	7	71 348	72 492	1 252 652	1 246 044		1 324 000	1 318 536
Frais de financement	8	24 735	8 414	23 765	8 084		48 500	16 498
	9	3 986 829	3 865 217	6 872 407	6 159 553		10 859 236	10 024 770
								8 602 842

NOTES COMPLÉMENTAIRES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

1. Dépenses mixtes et ventilation des dépenses mixtes

La loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001), complétée par le Décret concernant l'agglomération des Îles-de-la-Madeleine (décret 1130-2005), énumère et circonscrit les compétences d'agglomération. En vertu de cette loi, les dépenses engagées par la Municipalité des Îles-de-la-Madeleine dans l'accomplissement, par l'administration municipale, d'un acte qui relève de l'exercice, à la fois, d'une compétence d'agglomération et d'une compétence locale, sont des dépenses mixtes assujetties à un règlement du conseil d'agglomération. Ce règlement établit les critères permettant de déterminer la partie d'une dépense mixte attribuable aux compétences d'agglomération.

L'expression "administration municipale" réfère à la Municipalité des Îles-de-la-Madeleine excluant les organismes contrôlés et les partenariats.

Les dépenses mixtes de l'administration municipale sont ventilées entre les compétences de nature locale et les compétences d'agglomération selon les critères et la méthode de calcul définis dans le règlement A-2006-01 adopté par le conseil d'agglomération le 14 mars 2006.

Ainsi, la partie d'une dépense mixte liée aux activités d'administration générale, de transport ainsi que de loisirs et de culture, qui constitue une dépense faite dans l'exercice des compétences d'agglomération, est déterminée en fonction de données quantitatives factuelles ou de l'évaluation quantitative des ressources financières qui y sont consacrées.

2. Principales méthodes comptables

Le tableau de la ventilation des dépenses mixtes par compétence est préparé en conformité avec les Normes comptables canadiennes pour le secteur public, selon les mêmes méthodes comptables que celles énoncées à la note 2 des états financiers consolidés de la Municipalité des Îles-de-la-Madeleine pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024.

De par leur nature, les dépenses mixtes de l'administration municipale n'incluent aucun élément de conciliation à des fins fiscales ni aucune dépense d'amortissement des immobilisations.

3. Redressement aux exercices antérieurs

S/O

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité**OUI****NON**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1 ☒☐

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, les *Normes comptables pour le secteur public* exigent que l'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec les résultats prévus au budget sur une base consolidée, sauf si les renseignements budgétaires relatifs aux organismes consolidés permettant de constituer un budget consolidé ne sont pas disponibles. Est-ce que l'organisme municipal présente le budget consolidé?

2 ☒☐

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

3 ☐☒

Les questions 3 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.

3. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?

4 ☒☐

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?

5 ☒☐

5. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MRNF une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

6 ☒☐

La question 6 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.

6. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?

7 ☐☒

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

8 ☐☐

Les questions 7 et 8 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.

7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur la ventilation des dépenses mixtes?

9 ☐☒

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

10 ☐☒

8. Les dépenses reliées aux compétences d'agglomération sont-elles financées par des quotes-parts?

11 ☐☒

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- ☒ J'atteste que le présent rapport financier consolidé transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- ☒ Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- ☒ Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : 2025-10-02

Nom du signataire : Danielle Hubert

Fonction du signataire : Directrice services administratifs

Date de transmission au Ministère : 2025-10-02

Date et heure de la dernière modification : 2025-10-02 18:27